

correspondance
de presse
internationale

ITALIE...



ET
MAINTENANT?

EDITORIAL : Vive l'Indépendance de la Guinée Bissau ! ° ITALIE : Vers des affrontements déci-
sifs ! ° Pour une offensive anti-capitaliste généralisée ! Les orages de l'automne ° Une économie
au bord du gouffre ° ETHIOPIE : La chute du "roi des rois", A. Duret ° Grève : Pour la recons-
truction du mouvement syndical ! USA : La classe ouvrière commence à bouger, Andy Rose
° Quel futur pour le Bangla Desh ? Ibne Azad ° HONG KONG : la campagne anti-trotskyste des
maoistes, S.S. Wu ° Nouvelles du Mouvement Ouvrier et de la IVème Internationale

Bimensuel

19 septembre 1974 N° 8

FB : 25, FF 2, 50, FS 2, 50

Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Chèques N° 210-0320173-58
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henry, et les faire parvenir à

VIVE L'INDEPENDANCE DE LA GUINEE BISSAU!

A la suite de l'accord signé à Alger le 26 août 1974, entre le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée Bissau et du Cap Vert) et le Portugal, nous saluons l'accession à l'indépendance de l'Etat de Guinée Bissau. Nous saluons également les 18 années de lutte courageuse du peuple de Guinée Bissau et des Iles du Cap Vert, animées par le PAIGC.

La situation ouverte au Portugal depuis avril dernier est tout autant le produit de la montée des luttes en Europe et au Portugal que la conséquence des luttes armées menées par le PAIGC, le MPLA et le FRELIMO. Miné par une guerre coloniale, le régime fasciste de Salazar est enfin tombé, réalisant ainsi ce que le regretté Amilcar Cabral (odieusement assassiné en janvier 1973) écrivait il y a dix ans : "Si la chute du fascisme... peut ne pas conduire à la fin du colonialisme portugais, nous sommes sûrs que la liquidation du colonialisme portugais entraînera la destruction du fascisme au Portugal."

Certes, le nouveau gouvernement portugais, surveillé par l'impérialisme, n'est pas prêt encore à régler le problème de l'Angola et du Mozambique dans cette partie de l'Afrique où les régimes racistes de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud entendent frapper en leur sein et à leur porte les premiers coups portés par les masses africaines opprimées. L'union des peuples africains en lutte, l'indispensable soutien du mouvement ouvrier international s'avèrent plus que jamais nécessaires pour déjouer toutes les manœuvres de l'impérialisme qui cherchera, malgré tout, à maintenir le statu quo, par le biais de solution de force ou de solutions néo-coloniales.

Lentement, mais sûrement, la montée des masses africaines en lutte se précise, et cette première sécession acquise les armes à la main (et non pas octroyée comme ce fut le cas des indépendances des années 60), est le reflet significatif de cette tendance des peuples africains à faire irruption sur la scène politique pour prendre en mains leur propre avenir, contre l'impérialisme et ses fideles-sujets (les régimes néo-coloniaux.)

A l'heure où le régime de Spinoza tente de faire rentrer dans le rang la classe ouvrière portugaise (lois sur le droit de grève), nul ne peut nier que la lutte des peuples des colonies est intimement liée à celle du prolétariat portugais, et, que devant toutes les manœuvres de la bourgeoisie portugaise visant à refuser l'indépendance immédiate et inconditionnelle de l'Angola et du Mozambique et des Iles du Cap Vert, la victoire des ouvriers resterait le plus sûr garant de la libération du joug colonial.

Conscients de cela, les marxistes-révolutionnaires, et avant tout la Ligue Communiste Internationaliste du Portugal, continuent leur lutte pour le socialisme.

- VIVE L'INDEPENDANCE DE LA GUINEE BISSAU !
- POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE ET INCONDITIONNELLE DES ILES DU CAP VERT, DE L'ANGOLA ET DU MOZAMBIQUE !
- SOUTIEN TOTAL AU PAIGC, MPLA ET FRELIMO !
- CONTRE L'IMPERIALISME ET LES SOLUTIONS NEO-COLONIALES !
- POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !



VU LES AUGMENTATIONS DES PRIX D'IMPRESSION ET D'ENVOI QUI NOUS SONT IMPOSEES PAR LA CRISE CAPITALISTE INTERNATIONALE, INPRECOR SE VOIT OBLIGE D'AUGMENTER LE PRIX DE SES ABONNEMENTS. A PARTIR DU N° 7 (5 SEPTEMBRE 1974) CES PRIX SONT LES SUIVANTS :

UNE ANNEE, 25 NUMEROS : FF 50, FB 400, FS 35

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie-Bruxelles 1000

Correspondance de presse internationale

Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF50; FS35; FB400, \$canadien 10.

Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque

Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N°210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri, et les faire parvenir à l'adresse suivante : S.I.E., 10 Impasse Guéménée, 75004 - PARIS

VERS DES AFFRONTE- MENTS DECISIFS !

Au cours du printemps et de l'été le niveau des luttes de classe en Europe

a atteint une nouvelle intensité. L'effondrement de la dictature salazariste au Portugal et de la junte en Grèce a ouvert de nouvelles possibilités pour les affrontements de classe dans ces régions. Dans notre éditorial sur les événements du Portugal et de Grèce (Un Automne Chaud en Europe Méditerranéenne, INPRECOR N° 5/6), nous soulignons la possibilité de "réactions en chaîne" dans le sud de l'Europe. La dictature franquiste en Espagne, souffrant déjà de sénilité avancée et frappée par la chute des deux autres dictatures de droite, risque de connaître des explosions inégalées. Dans le dernier numéro d'INPRECOR (N° 7, 5 septembre 1974), nous avons publié un dossier sur l'Espagne, produit par nos camarades de la LCR-ETA (VI), organisation sympathisante de la IVème Internationale en Espagne.

Le quatrième pays de l'Europe du sud connaissant une crise profonde est l'Italie, où une nouvelle montée des luttes ouvrières contre les tentatives de la bourgeoisie de faire payer les coûts de la crise capitaliste à la classe ouvrière, peut amener à de nouvelles explosions.

Nous publions ci-dessous le texte d'une résolution adoptée par le Comité Central des Gruppi Comunisti Rivoluzionari, section italienne de la IVème Internationale, fin juillet. Nous publions également un article de Bandiera Rossa du 3 septembre sur la crise économique italienne, ainsi que l'éditorial de ce même numéro de Bandiera Rossa.

Rappelons aux lecteurs certains éléments d'information. La Démocratie-Chrétienne, parti dominant de la bourgeoisie italienne depuis la chute du fascisme, a réalisé son dernier congrès au printemps 1973. A cette occasion les tendances multiples s'étaient mises d'accord pour voter un texte commun et élire Fanfani secrétaire général (il avait déjà eu la même fonction dans les années 50). La défaite subie lors du referendum sur le divorce a été un coup dur pour Fanfani et a rouvert les polémiques au sein de la DC, en marquant ainsi la fin des accords du congrès de 1973.

Le Parti Communiste Italien (PCI) a lancé la campagne sur le "compromis historique" au lendemain du coup d'Etat au Chili. Le compromis historique

envisage la collaboration entre communistes, socialistes et catholiques, en pratique un bloc entre PCI et DC (avec la participation du PSI). Les groupes d'extrême-gauche -- de plus en plus glissant sur la pente centriste -- prennent à ce sujet des positions de plus en plus équivoques. Lotta Continua est allé plus loin. Ce groupe considère que la collaboration entre PCI et DC est une étape inévitable du processus en Italie et que le PCI au gouvernement sera obligé d'exprimer, même d'une manière déformée, le "programme ouvrier" qui surgit des masses. Quant à Avanguardia Operaia, ce groupe est désormais explicitement favorable à la lutte pour les réformes.

La gauche syndicale est représentée surtout par des dirigeants et des cadres des syndicats des metallos (FLM -- Federazione dei Lavoratori della Metallurgia -- Fédération des Travailleurs de la Métallurgie). Les dirigeants -- dont Trentin -- sont des centristes de droite typiques (Trentin est membre du PCI). D'autres -- membres du PDUP - Manifesto (Partito d'Unità Proletaria - Parti d'Unité Proletarienne), deux organisations en processus de fusion -- sont plus à gauche, mais ils ne se différencient pas sur l'essentiel. Les groupes centristes se rangent souvent derrière les positions de ces courants syndicaux. Ils sont même allés jusqu'à saluer comme une grande victoire l'obtention d'une garantie très partielle et limitée du salaire intégral chez Alfa Romeo, à appuyer la ligne des syndicats (de la bureaucratie centrale y compris) sur la nécessité des investissements dans le Sud du pays, et à considérer comme une victoire importante un accord modeste donnant à certains ouvriers la possibilité d'étudier (les 150 heures).

Les décrets fiscaux ont été adoptés par le gouvernement au début de l'été et confirmés par le parlement à la mi-août. Ils impliquent toute une série de mesures fiscales ayant comme conséquence la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs et une augmentation très sensible des prix (par exemple de l'essence). D'après certains calculs, des ouvriers ayant un salaire de 180/200.000 lires pourront subir une perte de 25/30.000 lires par mois. Le PCI a fait passer au parlement des amendements mineurs. Les décrets concernant l'école ont été adoptés au printemps et ils prévoient des structures soi-disant représentatives,

dans lesquelles les étudiants sont sous-représentés.

Précisons finalement que, au cours des toutes dernières semaines, après l'avoir dénoncé comme démagogique et maximaliste, les syndicats ont décidé de

commencer une lutte pour imposer des augmentations liées à l'échelle mobile des salaires égales pour tout le monde, au niveau de la catégorie qui obtenait l'augmentation maximum.

Pour une offensive anti-capitaliste

1.

(1) A leur conférence nationale de novembre 1973, les marxistes-révolutionnaires avaient indiqué les tendances de la situation italienne dans les termes suivants :

" La perspective sur laquelle nous devons baser notre orientation reste celle d'une crise sociale et politique qui, ouverte depuis 1968, va se prolonger et, en ligne générale, s'accroître. La tendance sera à un affrontement de plus en plus direct, sans médiations, entre les deux classes sociales antagonistes sur des choix fondamentaux : relance du profit ou dynamique ascendante des salaires; politique des revenus ou affirmation du droit de la classe ouvrière à lutter dans toute circonstance pour la défense de ses intérêts et pour la satisfaction de ses besoins; maintien et restauration de l'autorité patronale dans les entreprises ou développement de la démocratie ouvrière; intensification du taux d'exploitation ou réduction des heures de travail avec contrôle ouvrier sur les cadences, les effectifs, etc. "

Dans le cadre de cette tendance générale ils avaient précisé : la perspective d'une certaine durée de la formule de gouvernement actuelle que ni les syndicats, ni le PCI n'ont intérêt à remettre en discussion. En même temps, cependant, la perspective existe d'un prolongement d'une situation où aucune action réformatrice d'envergure ne sera entreprise et par conséquent, les contradictions les plus explosives de ces dernières années ne seront pas atténuées, pas même ces contradictions "périphériques" qu'en principe le centre-gauche original aurait voulu éliminer. "

Dix mois plus tard, les événements confirment cette analyse dans la mesure où la situation reste caractérisée par des tensions profondes, par un niveau élevé de conflits et par une instabilité persistante. La bourgeoisie n'a fait aucun pas substantiel pour dépasser sa crise d'ensemble et des secteurs larges des masses ont confirmé à plusieurs reprises qu'ils disposaient toujours d'un potentiel de combativité élevé.

2.

(2) Pour la bourgeoisie, la situation actuelle est, sous plusieurs aspects, encore plus sérieuse qu'elle ne l'était en 1969. Economiquement : parce que sortie avec difficulté et tout à fait partiellement de la récession la plus grave de l'après-guerre, elle voit son mécanisme économique miné par une inflation qui tend à devenir incontrôlable, elle est menacée par une nouvelle récession à court terme, elle subit lourdement les conséquences de la crise financière internationale et de la crise du pétrole. Politiquement : parce que son appareil étatique dans un sens large est affaibli par des tendances centrifuges multiples, il est entravé plus que par le passé dans l'accomplissement de ses fonctions élémentaires, il subit une perte de crédibilité sans précédent; parce que le parti dominant est de moins en moins en condition d'exercer son hégémonie, il a essuyé un échec dans l'opération de relance de la direction et il se trouve de nouveau confronté à de très graves difficultés internes. Idéologiquement : parce que les mystifications fondamentales qui avaient aidé à la "reconstruction démocratique" et le "miracle économique" ont perdu toute force d'attraction et sont dénoncés dans leur caractère frauduleux, y compris par les organes de presse qui défendent les intérêts de la classe dominante.

3.

(3) La compréhension de la profondeur de la crise de la classe dominante ne doit pas faire oublier que la bourgeoisie se trouve dans la nécessité d'agir avec décision et de frapper durement la classe ouvrière.

Contrairement à ce que beaucoup de gens ont pensé dans le passé et à ce que certains expliquent même aujourd'hui, la crise économique n'est pas stimulée artificiellement dans le but d'être exploitée politiquement. Elle découle de contradictions structurelles qui, à la suite de convergences de facteurs conjoncturels, ont pris à cette étape des dimensions considérables et ont créé de véritables ravages dans



Parlementaires italiens

quand la bourgeoisie pensera avoir joué sa dernière carte...

MARIANO RUMOR

le fonctionnement "normal" du système, aussi bien nationalement qu'internationalement. Par conséquent elle ne pourra être surmontée ou limitée que par des mesures de restructuration drastiques qui frapperont non seulement la classe ouvrière, mais aussi de larges couches moyennes et les secteurs les plus faibles de la classe dominante elle-même.

Il ne faut pas perdre de vue, en deuxième lieu, que l'opération de restructuration et de redistribution des revenus est favorisée par le mécanisme même de la situation, dans la mesure où aucune action d'ensemble efficace des classes exploitées n'est opposée à l'"automatisme" économique qui nourrit l'inflation et frappe durement le niveau de vie et l'emploi. C'est sur ce terrain qu'il faut saisir le trait essentiel de cette étape : les succès partiels éventuels ne peuvent avoir qu'une portée défensive et, somme toute, éphémère, étant très rapidement remis en question. Les opérations de restructuration et de redistribution ne sauraient être contre-carrées que sur le terrain d'une lutte globale qui pèse sur les décisions politiques centrales. Cela explique pourquoi, malgré les luttes menées presque sans interruption au cours des deux dernières années la classe ouvrière a subi une réduction de ses revenus et a perdu une partie du terrain qu'elle avait gagné dans la première phase de la grande montée de lutte. Cela explique pourquoi, malgré sa faiblesse intrinsèque et la crise grave de sa direction politique, la bourgeoisie a pu, avec les décrets-loi du commencement de juillet, imposer des mesures d'une portée sans précédent à cette étape du capitalisme, en Italie et hors d'Italie, infligeant par là-même une défaite à la classe ouvrière.

4.

(4) La classe ouvrière aurait dû répondre immédia-

tement et durement au niveau politique d'ensemble à l'attaque de la bourgeoisie, dont les décrets de juillet ont été, jusqu'ici, le point culminant. Les organisations politiques et syndicales réformistes ont fait preuve, une fois de plus, de leur incapacité à défendre les intérêts vitaux de la classe ouvrière et des autres couches exploitées de la population. Elles ont évité une confrontation politique d'ensemble, elles ont recherché un compromis de plus en plus difficile, même de leur point de vue, elles ont reporté les échéances d'une lutte décisive; elles ont cherché à exercer une pression sur le gouvernement et sur le patronat par des mobilisations limitées (grèves régionales, actions sectorielles, journée de grève partielle du 24 juillet, etc.).

Dans le cadre d'une orientation qui s'est esquissée depuis l'automne 1972, lorsqu'elles renoncèrent à exprimer une véritable alternative aux directions bureaucratisées sur le terrain des grandes luttes contractuelles, les organisations les plus fortes de la gauche non traditionnelle ont avalisé ou facilité en pratique l'action des directions bureaucratisées. Elle n'ont pas avancé de plateformes revendicatives substantiellement différentes. Elles se sont limitées à des critiques sur les méthodes de lutte, elles ont contribué à mystifier la conception de la grève générale dans le sens de la conception des bureaucrates, elles ont exalté sans réserve de prétendus succès remportés (tels que le "salaire garanti" chez Alfa Romeo, les investissements au Sud, les 150 heures, etc.), elles ont eu souvent une attitude suiviste face à la soi-disant "gauche syndicale" et à certains de ses représentants les plus connus. Tout cela a rendu extrêmement difficile la tâche des avant-gardes ouvrières qui existent dans les entreprises et qui ont été les protagonistes d'épisodes de lutte significatives au cours des deux dernières années. A plus forte raison, cela a représenté un obstacle très sérieux pour l'intervention des marxistes-révolutionnaires.

Malgré tout cela, malgré le terrain perdu, des possibilités de relance subsistent effectivement. En réalité les masses les plus larges seront en condition de vérifier concrètement dans les mois qui viennent les conséquences des décisions du gouvernement et les conséquences de la flambée inflationniste et seront donc, poussées à riposter. La situation pourrait, d'ailleurs, s'aggraver davantage non seulement par une réduction supplémentaire des revenus des ouvriers mais aussi une baisse sans précédent des niveaux de l'emploi.

Il est vrai qu'une situation économique dramatique pourrait avoir des répercussions négatives sur la classe ouvrière dans la mesure où des différenciations pourraient se produire entre les couches douées d'un pouvoir contractuel plus fort et les couches moins en condition de se défendre, entre les ouvriers qui conserveront leur travail et les chômeurs, avec toutes les conséquences expérimentées dans le passé sur la combativité du prolétariat ou de secteurs importants de celui-ci. Toutefois, les expériences récentes démontrent que les masses gardent un potentiel combatif élevé. Dans le contexte de la situation italienne et européenne actuelle, la variante d'une résignation à la défaite, aux corps portés par le patronat et le gouvernement sans des luttes dures et renouvelées paraît improbable. Certains épisodes éclatants qui se sont produits pendant les manifestations pour les grèves régionales de juillet ont mis en lumière le fait qu'une avant-garde consistante ne cesse d'être présente activement et que de larges secteurs des masses ont une attitude critique envers les choix opportunistes des directions syndicales.

5.

(5) Nous n'avons jamais contesté l'importance que peuvent avoir, dans certaines conditions, des luttes sectorielles ou même d'entreprise ou d'atelier. Dans une situation où le patronat décidera des restructurations et des licenciements -- et il le fera nécessairement --, sous des formes et avec des rythmes différents, il y aura objectivement la possibilité de luttes partielles (d'autant plus qu'il n'y a pas eu jusqu'ici d'initiatives de lutte généralisée.)

Les militants révolutionnaires devront s'engager sur ce terrain aussi, en s'efforçant, en tout cas, de mettre en avant des objectifs qui se relient à nos objectifs plus généraux (distribution du travail qui existe entre tout le monde sans réduction des salaires, contrôle ouvrier sur les salaires et sur les effectifs, refus de toute forme d'intensification de l'exploitation, etc.) et de mettre en lumière le fait que toute solution partielle ou sectorielle est extrêmement précaire.

Cela étant dit, il faut réaffirmer fermement qu'aujourd'hui il faut se placer essentiellement sur le terrain des luttes et des objectifs d'une portée générale. La bourgeoisie a porté des coups durs et, en fait, elle a déjà imposé des orientations de politique économique qui pèsent lourdement sur la classe ouvrière. Si les syndicats veulent et peuvent imposer leur ligne des derniers mois, si les masses ne se mobilisent pas à fond, une défaite sera inévitable : les revenus ouvriers subiront de nouvelles réductions drastiques et le niveau de l'emploi baissera sensiblement.

Un renversement de tendance s'impose. Il ne pourra être réalisé que par une riposte massive aux mesures

du gouvernement et du patronat dans la période qui suivra immédiatement les vacances d'été. La mobilisation ouvrière devra déboucher sur une grève générale. Cette grève générale ne devra pas être conçue comme une opération symbolique ou comme un instrument de pression. Elle devra représenter une épreuve de force entre les masses et la bourgeoisie. Elle devra être une grève générale qui ne soit pas limitée au départ (dans ce sens il n'y a aucune différence substantielle entre une grève de 4 ou 8 heures et une grève de 24 heures), mais qui se prolonge jusqu'à ce que les objectifs essentiels soient atteints.

6.

(6) La plateforme de lutte pour l'étape qui vient de s'ouvrir doit être centrée sur les points suivants :

- abrogation immédiate des décrets-loi de juillet;
- contre l'inflation, échelle mobile intégrale des salaires qui contrebalance immédiatement et intégralement les augmentations des prix et soit appliquée sous le contrôle des travailleurs à tous les niveaux (du contrôle des prix de revient à la production jusqu'à la vérification des prix de détail). Les augmentations accordées par l'échelle mobile devront être calculées sur la base d'un panier conventionnel de 250.000 liras. Même dans les luttes partielles, aussi longtemps que le système actuel sera en vigueur, il faudra revendiquer l'unification du point au niveau le plus élevé;
- contre les licenciements, échelle mobile des heures de travail, à savoir distribution du travail qui existe entre tous les travailleurs sans réduction d'effectifs et sans réduction des salaires. Non aux licenciements ! Non aux heures supplémentaires ! Non à l'intensification des cadences ! Contrôle ouvrier sur les cadences et sur les effectifs !
- pour la défense des couches ouvrières disposant d'un faible pouvoir contractuel, pour éviter des différenciations profondes au sein de la classe ouvrière, salaire minimum vital intercatégoriel non inférieur à 200.000 liras, lié à l'échelle mobile !
- suppression des impôts sur les revenus provenant du travail salarié !

7.

(7) Si la classe ouvrière remporte des succès dans sa bataille pour de tels objectifs, les conditions seront créées pour passer d'une position objectivement défensive à une position offensive. Dans cette perspective, les revendications de nature transitoire resteront plus actuelles que jamais et elles ne devront pas être limitées au seul terrain de la propagande.

La problématique des revendications de transition, à savoir des revendications susceptibles de stimuler une dynamique anti-capitaliste, est déjà exprimée même par la revendication de l'échelle mobile des salaires, dans la mesure où elle est conçue en lien avec le contrôle des travailleurs aux différents niveaux. La crise qui s'est esquissée à partir de l'automne 1973, notamment la crise de l'énergie et la pénurie de certains biens de consommation, exige l'extension de cette problématique à d'autres terrains. Le mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des trusts pétroliers et des

monopoles alimentaires, ainsi que des grands réseaux de distribution, doit être avancé, de même que celui de la suppression du secret bancaire et de l'ouverture des livres de comptes.

8.

(8) Une bataille d'ensemble visant les décisions économiques et politiques centrales, créée les préconditions pour poser le problème de la direction politique du pays, le problème du gouvernement. Il est significatif que des discussions sur ce sujet se développent dans l'extrême-gauche et que des couches ouvrières se sensibilisent à ce problème.

Les marxistes-révolutionnaires réaffirment leur opposition à toute solution qui implique une collaboration gouvernementale des organisations ouvrières et des partis bourgeois. C'est pourquoi ils repoussent la perspective du soi-disant compromis historique et toute variante tactique conjoncturelle d'une telle perspective. Ils repoussent toute attitude favorable à la participation du PCI à des responsabilités gouvernementales. Une telle participation ne saurait exprimer un "programme ouvrier" et elle provoquerait des divisions au sein des masses, en facilitant une stabilisation ou, tout au moins, en rendant plus difficile une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière pour rejeter les mesures et les divisions de l'ennemi de classe.

La solution pour laquelle il faut lutter c'est la formation d'un gouvernement d'où soient exclus tous les représentants directs ou indirects des intérêts capitalistes, un gouvernement qui défende les intérêts du prolétariat et des autres couches exploitées. Il s'agit d'un gouvernement ouvrier dont il faut préciser dès maintenant le contenu social anti-capitaliste et qui ne doit pas être conçu comme l'expression des institutions parlementaires et du rapport de forces sur ce terrain. Il devra être l'expression du développement et de la maturation d'un mouvement large et devra se baser en premier lieu sur les organismes de démocratie prolétarienne qui surgiront ou ressurgiront de la lutte. Les contenus politiques ponctuels -- les partis et les organisations qui en feront partie, etc. -- ne sauraient être anticipés dès maintenant. Dans ce sens la perspective du gouvernement ouvrier sera avancé encore sur le plan de la propagande, comme l'objectif qui correspond aux nécessités de cette période de crise du système, mais qui ne peut pas être réalisé à échéance immédiate ou rapprochée.

9.

(9) Les Groupes Communistes Révolutionnaires considèrent prioritaire leur engagement dans les luttes ouvrières qui se préparent. Ils se battront pour imposer les orientations fixées par leur conférence ouvrière de juillet et reprises dans cette résolution.

Ils continueront à lutter dans les syndicats et à plus forte raison dans les conseils de délégués, terrain privilégié d'intervention. Ils se battront pour une revitalisation des conseils, qui doivent jouer un rôle plus dynamique et se renouveler constamment de fa-

çon démocratique. Dans la mesure où ils réussiront à gagner une influence parmi les avant-gardes, ils créeront les préconditions pour la construction d'une tendance syndicale de classe, opposée aux directions bureaucratiques, à leurs conceptions et à leurs méthodes organisationnelles.

Pour leur intervention spécifique ils formeront des collectifs ouvriers, à savoir des organismes composés de militants ouvriers militants ou sympathisants de la IVème Internationale ou d'accord avec les orientations de notre organisation. Ces collectifs ne se limiteront pas à lutter pour les objectifs des ouvriers d'une usine ou d'une catégorie, mais ils exprimeront les conceptions politiques globales des révolutionnaires. Les expériences faites dans certaines villes après notre conférence nationale -- notamment à Turin et à Tarente -- ont démontré qu'il était possible d'obtenir des résultats encourageants à condition de développer une action systématique, d'éviter les oscillations conjoncturelles et d'engager sur ce terrain l'organisation dans son ensemble. Plus que jamais, dans la situation actuelle, la construction des collectifs ouvriers est une tâche primordiale.

10.

(10) Dans la prochaine année scolaire, le mouvement des étudiants sera conditionné, encore plus que l'année précédente, par l'évolution de la situation politique générale et la bataille d'ensemble de la classe ouvrière. C'est pourquoi la recherche des liens et des convergences avec le mouvement ouvrier reste une exigence fondamentale. La bataille qui s'annonce contre les décrets du gouvernement, qui sont une tentative de "normalisation" dans les écoles et dans les universités, ne remportera de succès qu'en rapport aux développements de la bataille politique générale.

Les objectifs et les formes d'intervention des marxistes-révolutionnaires seront précisés dans une conférence qui aura lieu fin septembre. Toutefois nous réaffirmons dès maintenant notre refus de toute forme de désignation et notre opposition au fonctionnement des organismes prévus par les décisions du gouvernement. Il faut donner une réponse massive et intransigeante à une tentative de "normalisation" qui voudrait clore toute étape de mobilisation et radicalisation des étudiants en étouffant la dynamique anti-capitaliste de leur mouvement.

11.

(11) Dans la mesure où la classe ouvrière remporte des succès dans les luttes qui s'annoncent, les conditions objectives seront plus défavorables pour les initiatives fascistes ou fascisantes. Une orientation correcte dans ces luttes est donc une condition pour mener positivement la bataille contre le fascisme.

Quant aux orientations plus spécifiques de cette lutte, les marxistes-révolutionnaires expriment leur opposition aux conceptions de l'anti-fascisme démocratique ou résistant qui présupposent l'unité entre les partis ouvriers et des partis ou groupes bourgeois. Ils rejettent en même temps la relance par les groupes les plus forts de l'extrême-gauche, d'une problématique et d'une terminologie qui étaient celles des PC dans les années 50 et dont l'expression synthé-

tique est la demande de la mise du MSI hors-la-loi, comme axe de mobilisation anti-fasciste. Une telle orientation est illusoire et dangereuse. Illusoire dans la mesure où elle peut faire croire que le problème serait résolu par des mesures légales adoptées par la classe dominante; dangereuse, dans la mesure où elle entrave la compréhension du problème essentiel, à savoir que la bataille contre le fascisme ne peut être gagnée que par la mobilisation de la classe ouvrière et l'action directe. C'est pourquoi les marxistes-révolutionnaires continueront leur campagne basée sur les deux axes du front unique prolétarien et de l'auto-défense des ouvriers et des étudiants.

12.

(12) Les Groupes Communistes Révolutionnaires continueront à s'engager dans les mobilisations anti-impérialistes et de solidarité internationale active. Ils soutiendront toutes les décisions qui favorisent des mobilisations unitaires de masse -- contre toute exploitation sectaire de groupes ou de cartels -- et en même temps rendent possible la confrontation théorique et politique nécessaire. Ils se préparent dès maintenant à l'échéance du premier anniversaire du coup militaire au Chili.

LES ORAGES DE L'AUTOMNE

L'attentat criminel du 4 août contre le train *Italicus* et le développement de la crise économique ont relancé le problème de la direction politique du pays. Il est vrai que le centre-gauche dernière édition a réussi à mener à bien l'opération des décrets fiscaux et que le dernier débat parlementaire a confirmé que, pour l'instant, personne ne veut prendre l'initiative de le renverser. Mais les couches décisives de la classe dominante sont conscientes du risque de devoir affronter une conjoncture politique et économique extrêmement difficile, qui pourrait provoquer des tensions explosives, avec un gouvernement intrinsèquement faible et largement discrédité, qui ne survit que grâce à la peur du vide que pourrait provoquer sa chute. D'où la recherche angoissée d'une issue, d'où la réouverture d'une polémique publique sur la formule susceptible de surmonter une crise de direction qui dure depuis des années.

Nous n'avons jamais sous-estimé le fait que la classe ouvrière est depuis deux années environ, acculée sur la défensive, notamment à la suite du processus inflationniste. Nous n'ignorons pas que, du moins partiellement, les initiatives terroristes et les entreprises fascistes qui se répètent peuvent opérer dans le même sens. Nous n'excluons pas non plus que, en l'absence d'une initiative de lutte résolue dans les prochaines semaines, une récession grave avec une vague de chômage puisse provoquer des phénomènes de découragement et de désarroi. Toutefois, toutes les luttes de la dernière année -- des batailles pour les contrats d'entreprises au referendum sur le divorce et aux mobilisations qui suivirent les attentats fascistes de Brescia et de Bologna -- confirment que le mouvement de masse n'est aucunement en reflux et, qu'au niveau des masses, ce sont la Démocratie-Chrétienne et l'extrême-droite qui ont perdu du terrain. Dans ces conditions, seules des franges marginales peuvent envisager de surmonter la crise par une solution autoritaire ou dictatoriale.

C'est pourquoi le problème d'un tournant politique radical se pose aujourd'hui, surtout dans les termes

d'une intégration éventuelle du PCI dans le bloc gouvernemental. Une telle intégration changerait le cadre politique, pourrait redonner un certain crédit au gouvernement et serait en condition d'assurer des marges de manoeuvre plus grandes. C'est, du moins, ce qu'espèrent ceux qui, dans le camp bourgeois, proposent, plus ou moins ouvertement, l'opération.

Par rapport à il y a quelques mois, certaines conditions pour la réalisation du "compromis historique" ou d'un ersatz de compromis historique ont effectivement mûri. Des secteurs bourgeois sont incontestablement plus ouverts à une telle perspective. Quant au PCI, par son attitude face aux décrets fiscaux, il a donné une preuve supplémentaire de sa "respectabilité" en renonçant à une tactique d'obstruction au parlement qui aurait mené inévitablement à la chute des décrets et, assez probablement, à la démission du gouvernement Rumor. D'autre part, les événements du Portugal -- où le PC est au gouvernement -- et de Grèce -- où les deux PC sont d'accord pour une politique d'ouverture vers l'héritier des colonels -- ont contribué également à affaiblir de vieilles résistances et à mettre de côté les craintes traditionnelles.

Malgré cela, il est improbable que le tournant se produise à une échéance rapprochée. Au moment où elle sera convaincue d'avoir joué sa dernière carte, la bourgeoisie, fort probablement, surmontera toute hésitation en brisant les résistances sectorielles et les réflexes routiniers d'appareils politiques, de cliques de pouvoir, de clientèles électorales. Mais le problème est de savoir quand elle aura effectivement épuisé toutes ses cartes. L'opinion prédominante reste que les marges de manoeuvre ne sont pas épuisées et qu'il est encore possible d'obtenir du PCI une aide indirecte sans sa participation au gouvernement ou à la majorité gouvernementale. Ce dernier calcul n'est pas sans fondement dans la mesure où le PCI lui-même semble, pour l'instant, plus disposé à se placer sur ce terrain qu'à s'engager dans une responsabilité qui pourrait lui créer des difficultés sérieuses dans ses rapports avec les masses sans de contreparties suffisamment concrètes.

La crise interne de la Démocratie-Chrétienne joue aussi dans le sens d'entraver ou de reporter l'opération. Aussi bien au conseil national du parti que dans les polémiques journalistiques, les dirigeants ont avancé, pour repousser le "compromis historique" beaucoup plus que les vieux arguments manifestement usés, l'argument qu'il est dangereux d'entreprendre une opération si audacieuse pour un parti divisé, qui a des difficultés très sérieuses dans ses rapports avec les forces sociales qui l'ont jusqu'ici soutenu.

Finalement les projets d'un accord entre la DC et le PCI apparaissent toujours moins concrets dans la mesure où la polémique est axée plus sur des généralités que sur un programme de gouvernement cor-

respondant aux nécessités de l'étape actuelle.

Bien qu'elle soit consciente du danger, la bourgeoisie ne peut pour l'instant que continuer à vivre au jour le jour, accrochée à la formule en vigueur, par peur du pire. Et tous ceux qui veulent le statu quo parce qu'ils craignent d'être balayés ou sérieusement frappés par un bouleversement, ont partie gagnée.

Est-ce que les termes du problème resteront les mêmes si les lourds nuages de l'été sont suivis par des violents orages d'automne ? Il n'est pas possible de donner dès maintenant une réponse péremptoire. Mais il est certain que les cartes seront redistribuées.

UNE ECONOMIE AU BORD DU GOUFFRE

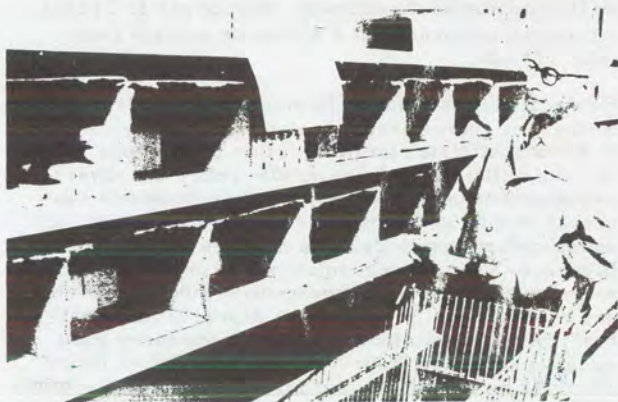
Les réserves de devises italiennes sont réduites à leur dernière extrémité, le déficit de la balance des paiements continue à augmenter, la demande intérieure de marchandises a diminué avant même que les premiers effets du vol organisé par l'Etat que sont les décrets fiscaux ne se fassent sentir, la production industrielle commence à baisser, et, en particulier dans certains secteurs, des petites entreprises commencent à fermer leurs portes. Des milliers d'ouvriers sont licenciés ou, dans l'attente de l'être, sont mis au chômage technique. Tels sont les premiers signes de la crise économique. D'une crise extrême - ment grave qui peut entraîner très rapidement l'Italie à l'effondrement.

Nous avons déjà souligné la fragilité du mini-boom de 1973 qui était à la fois stimulé et miné par l'inflation, et le fait qu'il était contradictoire avec l'évolution de l'économie capitaliste mondiale dont la tendance était à la crise générale. La crise de l'énergie a accéléré ces processus dans le monde entier et en Italie.

Aujourd'hui, le commencement de la crise italienne se confond avec une crise qui a déjà frappé, de façon plus ou moins forte, les pays capitalistes les plus importants : l'entreprise Philco met ses travailleurs au chômage technique également parce qu'elle ne réussit plus à exporter. Les exportations de la FIAT sont dans une situation meilleure que celles de Volkswagen et de General Motors, mais les marchés extérieurs ne sont plus en mesure de palier à la diminution de la demande sur le marché interne comme ils l'avaient fait par le passé.

L'utilisation capitaliste de la crise

Naturellement, comme toujours, les capitalistes utilisent la crise pour atteindre leurs propres objectifs.



Et ils l'utilisent dans deux sens. D'une part, ils essaient de faire payer à tout prix la crise aux travailleurs; ce sont ces derniers qui doivent se priver de vacances et de viande (bien que même dans les années "meilleures" tous les travailleurs ne pouvaient pas s'offrir les uns et l'autre), tandis que les patrons continuent à se promener entre la côte d'émeraude et la côte d'azur, dans leurs yachts, en mangeant du caviar et buvant du champagne. D'autre part, les patrons utilisent la crise pour reprendre les acquis arrachés par les travailleurs par leurs luttes de ces dernières années. Nous avons pu voir la presse bourgeoise exulter -- en même temps qu'elle annonçait la mise au chômage technique de dizaines de milliers de travailleurs -- à propos de la diminution de l'absentéisme dans les principales usines. Les patrons voient l'atténuation du phénomène de protestation passive qu'était l'absentéisme comme un bon signe. Un signe qui montre que les ouvriers, effrayés par la crise et par l'utilisation qu'en fait la bourgeoisie, sont en train de rentrer la tête, redeviennent dociles comme dans le bon vieux temps, et qu'ils se montreront donc dociles face aux processus de restructuration qui se préparent et qui signifient licenciements et chômage pour une partie des travailleurs, mais également augmentation des cadences et des heures supplémentaires pour ceux qui auront la "chance" de rester à l'usine.

La crise est utilisée par les patrons, mais elle n'est pas simplement une manœuvre des patrons, mais bien un phénomène objectif, caractéristique de la société capitaliste et qui se reproduira périodiquement tant que cette société se maintiendra. Ainsi, le problème est donc de partir de la juste exigence des travailleurs qui ne veulent pas supporter les coûts de la crise, et de les faire payer au patronat, pour déboucher sur une contre-offensive ouvrière généralisée capable d'abattre le système capitaliste, éternel générateur de crises.

Comment se développera la crise ?

Le resserrement du crédit n'a pas encore porté tous les fruits attendus. Tout son poids ne se fera sentir que dans les prochains mois (septembre/octobre), en particulier quand les banques devront contraindre -- le 30 septembre -- les entreprises à rembourser l'excédent de crédit par rapport à l'augmentation prévue de 8%.

Ces effets contraindront toute une série de petites et de moyennes entreprises à la fermeture et à la faillite et mettront également quelques grosses usines en sérieuses difficultés. Mais ce n'est pas tout ! On dit déjà que le resserrement du crédit n'a pas été suffisant puisque l'ensemble bureaucrate-clientélaire de la Démocratie-Chrétienne, financé par le Trésor, a continué à dépenser et à s'étendre pendant toute cette période.

Puisqu'il est clair que la Démocratie-Chrétienne (sans oublier les autres partis du gouvernement, y compris le Parti Socialiste) est prête à tout pour ne pas renoncer aux milliards de lires qu'elle retire des diverses administrations, il semble inévitable de devoir resserrer encore le crédit -- ce qui provoquera de nouvelles réductions de l'emploi dans les usines. Dans la mesure où le gouvernement sera contraint, par la pression conjointe de la bourgeoisie industrielle et des réformistes, à "couper les dépenses parasitaires", et donc à diminuer un peu les dépenses publiques, il est facile de prévoir que ceux qui en feront les frais ne seront pas tant les présidents des administrations inutiles ou les patrons qui font leur fortune avec les travaux commandés par l'Etat, mais les employés des administrations publiques, de l'Etat, etc.

Et l'inflation continue

Les prix de tous les biens de consommation ont fait un nouveau et formidable bond en avant au cours des derniers jours. Les mesures gouvernementales de ces derniers mois, du resserrement du crédit aux décrets qui visaient à freiner l'inflation, ont eu pour effet, au contraire, de la stimuler. La récession et l'inflation s'abattent en même temps sur les classes travailleuses pour leur imposer une violente réduction de consommation et donc de niveau de vie.

Dans une course touchante, les prix des usines privées et des usines nationalisées augmentent, et tout cela au nom de l'"efficacité de gestion" ! Quelle hypocrisie ! La bourgeoisie italienne -- qu'elle soit liée aux secteurs privés ou au secteur public -- qui est l'une des plus inefficaces du monde se battra pour l'efficacité ! Il devient toujours plus clair que, pour les patrons, l'efficacité est tout simplement synonyme d'attaque au niveau de consommation des travailleurs.

Le cadre international

Les poussées inflationnistes intérieures, stimulées par le parasitisme qui caractérise non seulement l'appareil d'Etat mais toute la structure capitaliste, continuent à stimuler l'augmentation des importations et donc le déficit de la balance des paiements. Cela finira d'épuiser les réserves de devises déjà maigres. Aujourd'hui déjà, ce qui reste de devises (si on exclut l'or qui n'est pas négociable) est constitué d'argent prêté à l'Italie par des pays étrangers. L'Italie paie 500 milliards de lires d'intérêts par an sur ces dettes. De plus, une partie importante des dettes devront être remboursées dans les mois à venir.

Notre bourgeoisie patriotique a recommencé à exporter les capitaux. Au cours de ces derniers jours, la lire a recommencé à se dévaluer rapidement. Mais plus la lire se dévalue, plus les exportations coûtent cher, plus les valeurs de devises étrangères diminuent, et plus l'Italie dépend de la "générosité" des autres pays capitalistes pour obtenir des prêts.

La "générosité" de la bourgeoisie allemande de Bonn et des USA dépend -- outre les considérations politiques -- de l'intérêt qu'ont ces pays à conserver un marché important pour leurs marchandises et leurs capitaux. Mais le marché italien, afin de constituer un bon investissement, doit fonctionner parfaitement du point de vue capitaliste : il ne doit pas y avoir de grèves, le pouvoir des syndicats doit reprendre des dimensions "raisonnables", celui des conseils de délégués doit être éliminé, les cadences doivent augmenter et les salaires réels diminuer (encore plus !).

La bourgeoisie internationale considère la bourgeoisie italienne inefficace non seulement et non pas tant à cause de ses caractéristiques excessivement parasitaires, mais parce qu'elle ne réussit pas à contrôler la classe ouvrière. La bourgeoisie internationale tendra la main à la bourgeoisie italienne pas seulement en lui accordant des prêts, mais surtout en liant ces prêts à des conditions politiques.

Comment sortir de la crise ?

Les porte-paroles de la bourgeoisie affirment que cette crise est fatale et est provoquée par un "destin tricheur et cynique". Si la crise est fatale -- essaient-ils de nous convaincre -- il ne reste rien d'autre à faire que de "diviser équitablement" le poids des sacrifices inévitables, de "tous retrousser les manches" en espérant qu'elle passe le plus vite possible. Nous savons bien que cela signifie en réalité décharger tout le poids de la crise sur les travailleurs.

Les partis traditionnels et les syndicats (mais également les groupes centristes) tendent au contraire à présenter les manoeuvres des patrons et de l'Etat comme étant les causes de la crise. Apparemment, ils font cela pour démontrer que la crise peut être évitée et donc pour convaincre les travailleurs que la lutte paie, que la lutte est possible. L'inexactitude scientifique aurait donc un noble débouché politique.

En effet, en y regardant bien, les choses ne sont pas du tout ainsi. Les réformistes (et les différents centristes) expliquent que la crise "n'est pas un événement fatal", mais bien un "choix de politique économique", parce qu'ils veulent convaincre les travailleurs qu'il est possible de changer la politique économique du gouvernement, en restant dans le cadre du système capitaliste ; qu'un "tournant" même "profond" est possible, en laissant les patrons en place, qu'un capitalisme sans crise est donc possible. Nous pensons qu'il s'agit non seulement d'une analyse erronée, mais qu'elle entraîne des conclusions politiques incorrectes et même suicidaires.

Non pas qu'il n'existe pas des manoeuvres de la part du gouvernement et des spéculations des patrons, mais ces manoeuvres et ces spéculations ne sont possibles que sur la base des lois objectives du capitalisme qui, de toutes façons, quelle que soit la politique économique, portent à la récession. La lutte contre le "mauvais capitaliste", spéculateur et manoeuvrier, présume que l'on croit à un "bon" capitaliste mythique, qui se contente d'un "juste profit" (préconisé en son

temps par L. Longo -- ancien secrétaire général du Parti communiste italien), refuse le revenu, ne structure pas et ne spéculé pas. Mais ce "bon capitaliste" n'existe pas et n'a jamais existé : le seul "bon capitaliste est un capitaliste mort !

Une lutte efficace visant à faire payer la crise aux patrons doit partir du fait que, pour éliminer la crise, il est nécessaire d'abattre le régime capitaliste. Dans une situation aussi grave que celle que nous traversons, même la simple défense du poste de travail et du salaire ne peut donner des fruits que si elle s'accompagne d'une attaque générale contre les structures capitalistes. Cette lutte, à la fois défensive et offensive, doit donc être centrée autour du contrôle ouvrier à tous les niveaux, comme objectif unificateur de l'échelle mobile intégrale des salaires et de l'échelle mobile des heures de travail. Les entreprises en difficulté ne doivent pas être purement et simplement mises à la remorque de l'Etat pour obtenir l'aumône du maintien de quelques postes de travail, mais elles doivent être expropriées sans indemnisa-

tion sous contrôle ouvrier. Les biens des spéculateurs doivent être confisqués et placés sous contrôle ouvrier. Afin d'obtenir ceci, il est nécessaire d'abolir immédiatement le secret bancaire et d'exiger l'ouverture des livres de compte des entreprises.

Ce n'est qu'avec un programme de lutte allant dans ce sens que l'on pourra éviter des expériences inutiles et frustrantes comme la lutte pour les investissements au Sud. Qui se rappelle encore des "grandes victoires" remportées sur le papier (mais qui ont coûté aux travailleurs des milliers d'heures de grève) il y a quelques mois, des "engagements précis" des grandes entreprises publiques et privées pour le Mezzogiorno ? Que valent ces engagements face à la poussée du chômage ?

Seule une lutte générale pour la défense du niveau de vie et de l'emploi, pour le contrôle ouvrier à tous les niveaux peut être payante pour les travailleurs.

Ettore Salvini

ETHIOPIE



LA CHUTE DU "ROI DES ROIS"

Plus de 200.000 personnes des provinces de Wollo et de Tigré sont mortes de faim durant la famine qui ravagea l'Ethiopie. Mais l'essentiel, selon les déclarations du Directeur des affaires ecclésiastiques au bureau privé d'Haile Sélassié, c'est que "les gens ont besoin de nourriture spirituelle!" Il faut certainement rechercher ici la raison de la disparition, ordonnée par le Cabinet des ministres, d'un document du ministère de l'agriculture, daté de novembre 1972, et mettant en garde contre les manques importants de nourriture pour 1973 (Guardian, 20.3.74.) Cette "sagesse chrétienne" du gouvernement du "roi des rois" explique aussi l'accumulation de réserves de nourritures à Addis-Abeba, à tel point que l'Unesco

et la FAO -- pourtant accoutumées aux malversations -- demandèrent l'ouverture d'une enquête sur les détournements de ces stocks. Ainsi, la profonde corruption de l'aristocratie, de l'appareil gouvernemental, éclatait aux yeux de tous. Cette dénonciation de la corruption deviendra un des thèmes préférés du Comité de Coordination des Forces Armées pour justifier les arrestations des principaux seigneurs du régime et aussi pour préparer l'écartement du Négus. La crise qui commença à secouer, dès février 1974, une des principales forteresses de la réaction en Afrique, vient de connaître la fin de sa première phase avec l'éviction de Haile Sélassié, six mois après la grève des employés de banque, des

chauffeurs de taxi et de bus et de la mutinerie des troupes à Asmara (Erythrée).

L'arrière-plan d'une crise

L'Ethiopie, siège de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de la Commission Economique pour l'Afrique de l'ONU se manifestait pourtant bien peu sur la scène politique internationale. Cet effacement permettait de voiler l'impressionnant sous-développement de ce pays de 24 millions d'habitants, dont le revenu moyen annuel per capita est de 80 dollars (contre 110 aux Indes par exemple), dont 90% des habitants sont illettrés, et où les 4.000 lits des hôtels pour touristes internationaux concurrencent les 9.000 lits d'hôpitaux ! Seules 350 à 400.000 personnes sont salariées, parmi lesquelles 150.000 sont insérées dans le secteur privé.

L'agriculture de subsistance englobe 80% de l'ensemble des travailleurs (1). En 1969 l'agriculture participait à 76% du Produit National Brut (PNB) de l'Ethiopie.

Les terres cultivables sont à 90% propriété de l'empereur, des seigneurs féodaux et de l'Eglise dans une proportion à peu près égale (Economist, 21.2.1970). Seul 10% des terres cultivables sont travaillées, alors que, selon tous les experts, elles pourraient nourrir au moins 100 millions de personnes. Ces chiffres expriment la réalité de la structure agraire éthiopienne. Deux modes de production coexistent. L'un, féodal, domine du point de vue de la force de travail qu'il mobilise et de sa contribution à la production nationale; l'autre, capitaliste. Dans le secteur à type de production féodale, la rente foncière -- dont la forme varie selon les différentes provinces -- est encore de façon prédominante en nature. Les paysans métayers-serviles sont dépossédés d'au moins 50% de leur récolte sous forme de rente en nature, ce qui est reconnu par le Code Civil lui-même (article 2989-91). Mais la rente foncière excède ce chiffre. Les seigneurs propriétaires fonciers exploitent sous d'autres formes les paysans : impôts spéciaux pour renouveler le droit d'obtenir la tenure, impôt ecclésiastique (la dîme !), divers services qui doivent être rendus au propriétaire (construction de son grenier, de sa maison, etc.). Dans ce cadre, toute amélioration du niveau de productivité agricole est quasiment impossible. Tout investissement pour améliorer le niveau de productivité doit stimuler une croissance de la production de plus de 100%, vu la rente de 50%, si le paysan veut espérer en retirer un avantage quelconque. Le bas niveau de la technologie, sans parler des conditions naturelles, rendent évidemment tout à fait improbable une augmentation de plus de 100% de la rentabilité à partir d'investissements limités. En outre, les métayers-serviles se trouvent dans un état d'insécurité sociale permanent. Ils ne sont pas certains de pouvoir obtenir un renouvellement du droit d'"exploiter" la terre qui leur est concédée par le seigneur. Ils ne connaissent pas le taux de fermage de l'année à venir. Cette dépendance est un des instruments de domination, en dehors des forces de répression officielles ou privées, devant assurer la "docilité" des paysans ! Voilà quelques facteurs, auxquels il faudrait ajouter le rôle social et culturel de l'Eglise, la concentration des terres, qui expliquent le sous-développement agricole extrême de l'empire du Négus.

L'aristocratie foncière, la classe dominante économiquement et politiquement, les grands de l'Eglise et la famille impériale contrôlent la majeure partie des terres. Les grands seigneurs sont la plupart du temps absentéistes. Ils ont pénétré une grande partie de l'appareil administratif. Se superpose à cette couche de

grands propriétaires fonciers, une couche intermédiaire de seigneurs locaux, disposant de pouvoirs politiques-administratifs -- divers selon les provinces -- et se trouvant en contact direct avec la masse des paysans. L'Eglise joue un rôle important dans le système de domination. Non seulement elle fait partie des trois grandes catégories de propriétaires fonciers, mais elle est le canal de communication entre l'Etat et la masse des paysans. Composée d'un clergé s'élevant à plus de 200.000 prêtres, diacres et chanoines, dont l'obscurantisme n'est plus à vanter, l'Eglise participa activement à la campagne d'"analphabétisation" durant des décennies.

Contre cette exploitation les paysans-serfs se soulevèrent à plusieurs reprises, en 1948 dans l'Ogadem, en 1958 dans le Wollo, en 1960 dans la province de Sisamo et en 1973 dans Werehimo et Guder. A chaque fois les forces de répression s'engagèrent dans une répression sauvage, massacrant les paysans par centaines. Mais l'édifice commence aujourd'hui à trembler plus fort que jamais et le mot d'ordre de la "terre à ceux qui la travaillent" ne pourra que se répandre de plus en plus parmi les masses exploitées des campagnes éthiopiennes.

La présence impérialiste

Une deuxième caractéristique de l'Ethiopie résidait dans les liens très serrés existant entre cette féodalité et l'impérialisme.

Superposé à l'économie traditionnelle, on trouve un secteur manufacturier et industriel qui est contrôlé par l'impérialisme, essentiellement les USA, la Grande Bretagne, la Hollande et le Japon. Le secteur agro-industriel est sous domination des capitaux hollandais, la célèbre Dutch-HVA, société formée à partir de capitaux ayant quitté l'Indonésie, suite à l'indépendance. Le secteur sucrier est contrôlé à 40% par une seule compagnie britannique : la Mitchell Cotts, qui investit également dans le secteur du coton. L'industrie textile qui occupe 34% des travailleurs industriels et représente à elle seule 26% du capital fixe industriel, est contrôlée par des capitaux japonais et américains. Mobil et Gulf Oil ont mis la main sur les ressources pétrolières de la côte de la Mer Rouge. Les avantages concédés au capital impérialiste par les Décrets d'Investissement de 1963 sont fabuleux. Ainsi, les compagnies sont exonérées d'impôts durant les cinq premières années de leur activité. Plus de 80% du secteur industriel est aux mains du capital impérialiste. Le parasitisme de la féodalité et d'une bourgeoisie bureaucratique s'exprime dans le fait que leurs investissements s'effectuent essentiellement dans la propriété foncière, ceci d'autant plus que, depuis 1963, le rôle de centre de l'OUA qu'a acquis Addis-Abeba assure un terrain tout à fait favorable à la spéculation foncière et à l'industrie de la construction de villas !

Mais l'impérialisme considère également la situation stratégique qu'occupe l'Ethiopie. Par l'Erythrée, elle touche à la Mer Rouge et contrôle, avec Djibouti (sous administration française) le passage de Bab-el-Mandeb, l'accès au canal de Suez et à l'Océan Indien. De plus elle est située à mi-distance de la zone explosive du Proche-Orient et de l'Afrique australe. Non seulement l'Ethiopie est le centre de l'OUA, ce qui intéresse diverses puissances impérialistes, mais elle offre une plate-forme pour diverses bases militaires, dont celle de Kagnev qui jouait -- avant le système de télécommunication développé par satellites -- un rôle décisif dans la région, en tant que centre de communication et d'écoute. U.S. News and World Report affirmait :

" Les Etats-Unis injectent de l'argent dans l'Ethiopie d'Hailé Sélassié... afin de maintenir son influence dans la Mer Rouge. " (19. 6. 70)

Il ne fait aucun doute que l'impérialisme américain était présent, initialement dans la crise gouvernementale qui s'ouvrit en février dernier. Après avoir déjoué les deux tentatives de coup d'Etat en 1960 et 1964, les Etats-Unis se rendaient compte des difficultés posées par la succession du Négus. Depuis 1966, la crise s'approfondissait. Les services américains étaient prêts à jouer une autre carte que celle du soutien à Hailé Sélassié. Mais ils n'avaient certainement pas prévu la dynamique du mouvement qui s'enclencha en février 1974 et qui était le produit de la convergence d'une série de facteurs. La crise dans l'armée, stimulée par la lutte des combattants de l'Erythrée, suscita l'émergence d'un mouvement qui dépassa rapidement le stade de la revendication matérielle. La fa-mine non seulement mit à jour la pourriture du régime, mais développa des révoltes dans les campagnes. Parallèlement, le mouvement ouvrier, pour la première fois, se lança dans une mobilisation d'une certaine envergure, soutenu par le mouvement étudiant. Cette mobilisation non seulement influa sur le processus de différenciation au sein même de l'armée, mais rendit aussi la situation moins contrôlable pour le gouvernement Makonnen mis en place à l'ouverture de la crise. Enfin, l'Eglise fut aussi atteinte par la crise. Au mois de mars, un mouvement de révolte se développa dans le bas-clergé contre la hiérarchie et pour une augmentation salariale. Beaucoup de prêtres sont tout simplement les serfs du Haut-Clergé. La totalité de l'édifice social éthiopien fut ébranlé; la décomposition de l'imposant appareil d'Etat s'accéléra. L'ensemble de ces mouvements convergèrent de fait vers une mise en question de l'autocratie, sans qu'un affrontement entre le Comité de Coordination des Forces Armées et les représentants de l'ancien régime ne donne le signal à une mobilisation populaire de grande envergure.

Les forces armées regroupent 45.000 officiers, officiers subalternes et soldats. A cette force s'ajoutent 32.000 hommes de la police; 12.000 soldats de l'armée territoriale, spécialisés dans la répression des masses paysannes, et une force anti-guerilla de 5.000 hommes. La police est équipée par l'Allemagne fédérale. Les Israéliens se sont chargés de la formation des parachutistes et des agents de renseignement. Quand bien même, sous la pression de divers Etats africains, l'Ethiopie dut rompre en juillet 1973, ses relations diplomatiques avec Israël, les "conseillers" israéliens n'en continuèrent pas moins leur "travail de formation". L'essentiel des forces armées est cependant entraîné par les américains et nombreux sont les cadres qui ont passé dans les écoles militaires américaines. Néanmoins, ces forces de répression qui devaient assurer le pouvoir de l'empereur et de l'aristocratie Amhara (ethnie minoritaire de 3 millions de personnes dont l'un des chefs, Ménélik, imposa au XIXème siècle une véritable administration coloniale aux populations non-Amhara) ne purent pas résister aux coups que leur portèrent les forces de libération de l'Erythrée, et connurent des tensions internes croissantes.

En 1960, se forme le Front de Libération de l'Erythrée (FLE), à partir de militants issus de partis politiques traditionnels. En 1961, le premier détachement de l'Armée de Libération Erythréenne (ALE) sous la direction de Ahmed Idris Awaté monte sa première embuscade. Le développement de la lutte armée sera rapide, à tel point que l'empereur devra envoyer 6.000 hommes dans "sa" province.

L'Erythrée, peuplée de trois millions d'habitants,

hétérogènes religieusement et ethniquement, fut rattachée à l'Ethiopie en 1952, ceci sur la base d'un vote de l'Assemblée Générale de l'ONU qui se prononça pour la fédération des deux pays. Cette opération se fit sous la pression de l'impérialisme américain qui avait des liens privilégiés avec Hailé Sélassié. En 1960, le gouvernement érythréen est dissous et en 1962, le "roi des rois" fait de l'Erythrée une simple province de l'empire. La résistance armée se développe alors rapidement. L'Erythrée devient un véritable brasier dans la poudrière féodale éthiopienne. Les méthodes "classiques" de la guerre anti-guerilla sont utilisées : déplacement de population, bombardement au Napalm, destruction de villages. Dans le désert soudanais plus de 150.000 réfugiés tentent de survivre. Cela ne pourra détruire la résistance.

A la fin des années 60, le Front connaît une crise interne qui suscite un certain processus de clarification politique. Cette crise fut révélée aussi bien par les difficultés d'implantation dans la population chrétienne de la plaine centrale -- difficultés liées en partie au caractère confessionnel nettement affirmé de certains dirigeants musulmans du Front -- que par une crise interne au Front, vu sa stricte hiérarchisation et les limites de ses revendications sociales. En janvier 1970, trois ailes surgissent au sein du mouvement : le FLE-commandement général dirigé par Telda Bairu, le FLE-forces populaires de Libération (aile gauche) et le FLE-forces érythréennes de libération (minoritaire et dont une grande partie des militants rejoindront les forces populaires.)

Cette division au sein du mouvement de libération intervient au moment où une offensive d'envergure est lancée contre le mouvement d'indépendance. L'"état d'urgence" est proclamé, le Négus doit reconnaître la réalité de la guerre de libération. En 1972, une recomposition du mouvement de libération a lieu. La majorité des forces se regroupent dans les Forces populaires de libération de l'Erythrée. Ceci va impulser une nouvelle phase dans la lutte de libération, aussi bien au niveau des réformes dans les zones libérées que sur le plan militaire.

Ainsi, en décembre 1973 et 1974, l'armée éthiopienne subit des revers importants. Les deux brigades de la Garde Impériale lancées dans une campagne de ratissage, en janvier 1974, vont subir des défaites d'une réelle envergure. Au début février, dans le nord du pays, la confrontation entre les troupes du Négus et les Forces populaires durent trois jours.

C'est alors qu'éclate la mutinerie des troupes à Asmara (Erythrée). Les banques, l'aéroport, les points stratégiques de la ville sont occupés. Les mutins, soldats et sous-officiers, réclament l'augmentation de leur solde. La marine va rejoindre la rébellion; le navire amiral Ethiopia est aux mains des mutins. Le général Asefa, envoyé par Adis-Abeba est pris comme otage par les troupes d'Asmara. Le 27 février, à Debré Zeit (à 50 km de la capitale), les troupes de l'armée de l'air et les parachutistes prennent le contrôle de la ville. Face à l'extension de la crise, le gouvernement d'Aklil Abte Wold, en place depuis 1961, doit démissionner. Au sein de l'armée surgissent les premiers éléments de ce qui sera, de facto, un second pouvoir jusqu'au début de septembre : le Comité de Coordination des Forces Armées. Alors que l'empereur avait systématiquement joué sur les divisions au sein de l'armée, en laissant à chaque corps une grande autonomie, la crise touchait subitement tous les secteurs et allait atteindre, y com-

pris la Garde Impériale. Ceci n'implique pas que soient supprimés les facteurs d'hétérogénéité au sein des forces armées, mais la modification des rapports de force est importante. Le mouvement qui surgit des "événements de février" s'appuie en partie sur les officiers et sous-officiers sortis du rang et sur des officiers qui apparaissent comme les porteurs d'un projet réformiste apte à endiguer un mouvement de masse potentiel. Ces derniers, entre autres le général Aman Amdon, peuvent bien être, aux yeux de l'impérialisme américain, les éléments aptes à contrôler un mouvement que l'on n'est plus en mesure d'empêcher.

Les luttes ouvrières et paysannes

Si, pour l'instant la paysannerie et les travailleurs n'ont pas engagé une mobilisation massive, les divers mouvements sectoriels, la grève générale du 7 mars et les explosions limitées de révoltes paysannes, ainsi que les manifestations du mouvement étudiant -- qui se trouvait à la tête du mouvement d'opposition depuis plusieurs années -- ont déterminé le cadre dans lequel s'est développée la crise de l'armée et est apparue le Comité de Coordination des Forces Armées.

En janvier 1974, les ouvriers de la sucrerie de Wonji (filiale du trust hollandais Dutch-HVA) marquent l'entrée de la classe ouvrière dans la lutte. Leur grève dure deux mois et les revendications portent sur les conditions de travail et les salaires. Au début février, ce sont les employés de la Banque Commerciale d'Éthiopie et de la Banque d'Addis-Abeba qui entrent en grève, suivis immédiatement par les employés au sol de l'aéroport qui réclament la sécurité de l'emploi. Enfin les enseignants, le 11 février, se mettent en grève contre le projet de réforme scolaire. Le mouvement étudiant soutient ces luttes. La répression sera farouche, mais la réforme scolaire est ajournée sine die et les augmentations promises "à condition que les enseignants reprennent le travail." C'est une première victoire. Le 25 février, alors que le gouvernement promet de bloquer les prix et d'augmenter les salaires, la grève des aiguilleurs du ciel commence, au moment où prend fin celle des transports. Le 1er mars, le nouveau gouvernement de Endalkatchew Makonnen, ancien représentant de l'Éthiopie à l'ONU et qui apparaît comme le représentant direct des intérêts américains, doit faire face à de nouvelles mobilisations. Ce sont les étudiants qui relancent la bataille aux cris de "Gouvernement du peuple oui, Endalkatchew, non !" Makonnen a beau déclarer le couvre-feu, il ne peut empêcher l'extension de la révolte. Et le 4 mars, surprise ! La Confédération éthiopienne des syndicats (C. E. L. U) menace de déclarer la grève générale. Pourtant, il est bien connu que, depuis la liquidation des dirigeants syndicaux en 1960, la Confédération -- dirigée par Beyene Solomon -- était contrôlée par les américains, grâce à la centrale AFL-CIO. De plus, de nombreux dirigeants syndicaux faisaient des stages de formation dans la centrale syndicale israélienne. Cette menace de grève exprime les modifications des rapports de force entre la classe ouvrière et les directions syndicales, modification en grande partie due à l'entrée dans la classe ouvrière des jeunes qui ont été chassés des écoles. Le 7 mars éclate la grève générale qui est largement suivie dans le secteur de la construction, des bus, chemins de fer, aéroport. Un secteur radicalisé de l'armée apporte son soutien à la lutte des travailleurs. Une partie des travailleurs, par-delà les ordres des dirigeants du CELU, se joindront aux étudiants pour manifester. La grève s'effiloche-

ra. Cependant, elle montra pour la première fois la capacité de riposte de nombreux secteurs de la classe ouvrière et la perte de contrôle des directions syndicales liées au gouvernement. Les mouvements de lutte continuèrent. Ils portèrent aussi bien sur les questions salariales que sur le droit de grève et de syndicat autonome. Suite à la grève des postiers (23 avril), des dockers, des cheminots, des conducteurs de bus, le gouvernement proclama l'interdiction absolue des grèves et des manifestations. La riposte ouvrière et étudiante sera immédiate. C'est alors que le 27 avril, le Comité de Coordination des Forces Armées annonce sa décision d'arrêter toutes les "hautes personnalités du régime accusées de corruption."

Les divisions au sein de la classe au pouvoir sont aiguës. Makonnen fait partie des cadres administratifs et de l'"intelligentsia" surgis de l'aristocratie terrienne. Il dispose d'importants moyens financiers et veut participer au développement du secteur "moderne" de l'économie éthiopienne. Ce gouvernement pouvait s'opposer quelque peu aux féodaux qui se sentaient plus à l'aise avec le Négus ou le prince Kassa, mais il était évident qu'il ne pouvait être porteur d'aucun projet réformiste, même minime.

Dès juin, le Comité de Coordination affirme sa force avec plus de netteté : occupation militaire de l'aéroport, de la radio des ministères. Le prince Kassa est arrêté, avec de nombreuses autres personnalités du régime. Les mini-coups d'État se succèdent.

Le 4 juillet, le Comité de Coordination, qui affirme plus ouvertement son projet réformiste, présente à l'empereur quatre revendications :

- l'amnistie pour tous les "patriotes" emprisonnés avant février 1974,
- l'amnistie pour les exilés politiques,
- l'application rapide d'une Constitution révisée,
- le Comité de Coordination travaillera avec le gouvernement pour assurer la mise en place de divers projets,

Le 22 juillet les Forces armées appliquent la quatrième revendication. Elles écartaient Makonnen pour le remplacer par Lidj Michael Imru. Lui aussi est issu de la noblesse terrienne. Mais il s'était taillé une certaine popularité en distribuant, dans les années 50 une partie de ses terres à ses paysans. Cependant, le changement gouvernemental est bien plus caractérisé par l'entrée en force des militaires dans le gouvernement formé le 3 août. Dans le courant du mois d'août, les 16 palais impériaux seront nationalisés. Mais surtout, les piliers gouvernementaux du pouvoir impérial seront supprimés : le Conseil de la couronne, le Conseil militaire impérial, le Tribunal impérial, le Ministère de la "Maison Impériale", organe lié directement à l'empereur. Aman Andon, Ministre de la Défense et Chef de l'État-Major apparaît l'homme fort de la situation. Le 12 septembre, le roi des rois quittait son palais en Volkswagen !

Durant toute la crise la ligne des militaires fut manifestement d'éviter toute confrontation directe avec le pouvoir, car cela aurait pu être l'étincelle qui aurait déclenché l'entrée en scène, sur une large échelle, de la classe ouvrière et du mouvement de masse.

Les divers éléments de la situation éthiopienne sont apparus durant la phase de crise de février à septembre. Néanmoins, l'élément clé, la paysannerie, n'est pas encore apparue réellement à l'avant-scène. De son attitude dépendra en grande partie la capacité ou l'incapacité d'une direction "réformiste" d'entamer dans le calme une politique de modernisation, qui nécessite une certaine base sociale. Pour l'impéria-

lisme, qui veut à tout prix éviter une destruction du pays, ce projet est capital. Sa réussite est liée à de nombreux facteurs, parmi lesquels la lutte des combattants érythréens, les contradictions internes au sein de l'armée, la capacité de mobilisation des étudiants et des travailleurs, ne sont pas négligeables. Mais reste la question " paysanne " et la capaci-

té de l'avant-garde éthiopienne de répondre à ce projet de "modernisation dans le calme."

12 septembre 1974

A. Duret

(1) The Middle East And North Africa, 1969-70, Europa Publication - Londres

GRECE

POUR LA RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT SYNDICAL

Le manifeste suivant, publié et diffusé par le Comité d'Organisation d'Avant-Garde, est paru dans le journal Ergatike Pale (Lutte Ouvrière), journal des trotskystes grecs, du 10 août 1974. Sous la dictature militaire ce journal apparaissait sous forme ronéotypée clandestinement tous les mois. Après la chute de la Junte il est apparu toutes les semaines. La traduction du grecque est de Intercontinental Press, hebdomadaire d'information trotskyste publié à New York.

Après presque huit ans d'une rude persécution de toutes les activités syndicales dans notre pays, toute tentative de défendre les intérêts des travailleurs fut réprimée par les balles, la prison, l'exil et la torture. Aujourd'hui, suite à notre lutte patiente et grâce à la lutte de toutes les couches opprimées de la société, une brèche est ouverte.

Afin de remplir nos responsabilités dans la défense, le progrès et la consolidation de notre classe, nous devons systématiquement exploiter cette opportunité. A cette fin, nous devons former des groupes syndicaux qui défendent réellement nos intérêts.

Le premier pas dans cette direction est de former un Comité Organisateur d'Avant-Garde (Epitrope Organotikes Protovoulías) dans chaque catégorie, dans chaque ville, et dans chaque secteur de l'industrie. Ces groupes doivent servir comme directions provisoires, impulsant et dirigeant la lutte pour expulser les opportunistes désignés par la Junte, ces bureaucrates qui, pendant des années ont touché de gros salaires grâce à leur trahison et dont la seule mission était d'envoyer des télégrammes de félicitation aux assassins de nos camarades de travail. Ces comités vont lancer une campagne afin d'intégrer les travailleurs de chaque catégorie. Ils vont constituer leurs organes dirigeants d'une façon démocratique et le plus rapidement possible garantir que ceux-ci représentent réellement la volonté et le choix des travailleurs de la catégorie concernée. Ces comités vont étudier les problèmes les plus urgents de chaque catégorie et exprimer leurs revendications.

Nous ne devons pas perdre de vue la crise qui sévit aujourd'hui, et nous ne devons pas non plus faire con-

fiance à de vagues promesses. Nous devons rester vigilants et organiser systématiquement cette vigilance. Seule la classe ouvrière elle-même a la capacité et la profonde volonté de défendre et de consolider les intérêts des travailleurs. Il est sûr que des tentatives vont être entreprises pour remplacer les hommes de main de la Junte par de nouveaux bureaucrates opportunistes du genre de Markos.

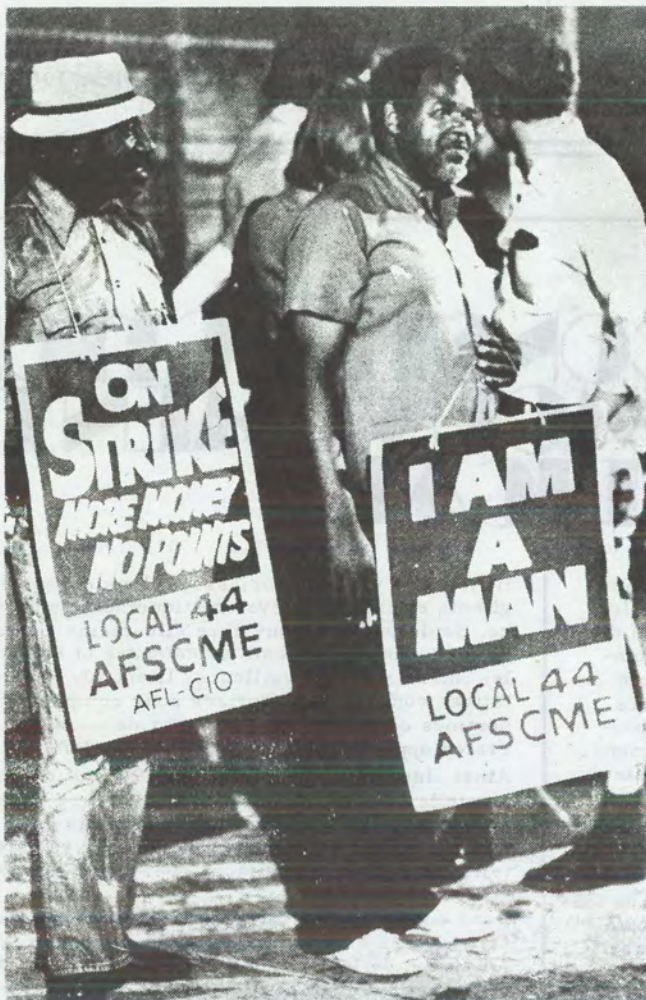
Ainsi, les beni-oui-oui d'avant 1967 qui ont amené une telle misère pour la classe ouvrière essayeront de prendre la place des hommes de main de la Junte. Les travailleurs de notre pays doivent résister à de telles tentatives d'une façon énergique et organisée.

Dans aucun cas les dirigeants désignés ne peuvent être tolérés à aucun niveau de la structure syndicale. Au niveau de la base, les dirigeants doivent être élus démocratiquement par les travailleurs. Et les dirigeants aux niveaux supérieurs, y compris au sommet, doivent être élus à leur tour par les représentants choisis par les travailleurs. En plus, tous les dirigeants élus doivent être révocables à tout moment par la base ouvrière.

Nous appelons tous les syndicalistes chevronnés à prendre très vite des initiatives dans le cadre du mouvement de formation des Epitrope Organotikes Protovoulías et à regrouper tous leurs jeunes camarades qui ont démontré leurs capacités au cours de l'épreuve de feu des huit dernières années, mais qui n'ont pas encore l'expérience d'un travail syndical légal.

Tenant compte de la situation dans laquelle se trouve notre classe et des progrès technologiques qui ont eu lieu, les revendications centrales de chaque catégorie devraient être les suivantes :

- l'élection démocratique immédiate de tous les organes dirigeants, qui doivent être gérés par les travailleurs eux-mêmes sans interventions aucune des tuteurs désignés par la Junte ou par Markos.
- la semaine de travail de 5 jours.
- la journée de travail de 7 heures.
- une augmentation salariale de 50% pour regagner une partie du pouvoir d'achat que nous avons perdu au cours des 7 dernières années, et des réajustements permanents afin d'élever nos salaires au niveau européen.



Militant/Jean Vertheim

LA CLASSE COMM A BO

Il y a seulement six mois, la presse capitaliste des Etats-Unis saluait encore la "remarquable retenue" des syndicats. On pouvait lire des titres comme : "La classe ouvrière, géant endormi : les accords sont modérés, mais les prix et les profits sont presque embarrassants." Maintenant, les titres les plus courants sont : "Les USA balayés par les luttes ouvrières", et "Mouvement ouvrier : grève, grève, grève."

A la mi-juillet, les médiateurs gouvernementaux annonçaient qu'ils étaient en train d'essayer de résoudre 588 grèves, le nombre le plus important pour une seule semaine depuis qu'ils ont commencé à faire ces statistiques, il y a 15 ans. Le Ministère du Travail rapporte que, au cours du mois de juillet dernier, on a assisté à 1.130 grèves, touchant 796.000 ouvriers et coûtant la perte de 7,9 millions de jours de travail. Ainsi, l'ampleur des grèves a pratiquement doublé depuis juillet 1973 : à cette époque les grèves touchèrent 320.000 ouvriers et coûtèrent la perte de moins de 3 millions de jours de travail.

La rapide montée des grèves depuis l'expiration du contrôle gouvernemental des salaires le 30 avril dernier témoigne de la colère croissante des ouvriers amé-

ricains et montre leur détermination à se défendre contre les ravages de l'inflation. Les prix des biens de consommation augmentent à un rythme annuel d'environ 12%, selon les chiffres du gouvernement.

Les travailleurs du bâtiment, qui avaient subi le contrôle des salaires avant le reste de la classe ouvrière, se sont placés à la tête de la lutte pour rattraper les pertes de salaire dues à l'inflation. Environ 20% du total des grèves actuelles se déroulent dans l'industrie du bâtiment.

D'autres industries et entreprises où la "paix sociale" avait régné pendant des années sont touchées. Au début juin, 110.000 membres du Syndicat de l'Habille - ment (Amalgamated Clothing Workers) -- en majorité des femmes noires et porto-ricaines -- lancèrent leur première grève nationale depuis cinquante trois ans. La centrale électrique de Pennsylvanie a connu sa première grève depuis cinquante quatre ans, quand cinq mille employés cessèrent le travail pour appuyer leur revendication d'un réajustement salarial au coût de la vie.

Les fonctionnaires de l'Etat se sont particulièrement distingués dans cette montée de militantisme syndi-

OUVRIERE ENCE GER



cal. Des grèves des employés de la ville ont virtuellement bloqué San Francisco en mars et Baltimore en juillet. Les fonctionnaires, qui comptent maintenant 14 millions de personnes, sont un des secteurs de main d'œuvre qui croît le plus rapidement. En opposition au nombre stagnant et même en déclin de syndiqués dans l'industrie privée, l'organisation des fonctionnaires se développe très rapidement. Une grande proportion de ces syndiqués sont des noirs et des femmes qui ont les emplois les moins bien payés.

Des groupes d'employés de bureau, qui auparavant tendaient à se considérer plus comme des membres de "professions libérales" plutôt que comme des travailleurs, se sont organisés et ont lutté pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Dans certains cas, ils ont pris le contrôle et transformé des "associations professionnelles" qui avaient fonctionné, auparavant, comme des syndicats-maison. Quarante mille infirmières de Caroline du Nord ont mené une grève de 3 semaines en juin dernier, demandant principalement un plus grand contrôle sur leurs conditions de travail. Pour la première fois depuis les années 40 dans l'industrie du livre, les employés de la maison d'édition Harper & Row ont fait grève.

La baisse des salaires réels

La poussée actuelle du mouvement de grève est le résultat direct du "contrôle des prix et des salaires" imposé au cours des deux dernières années par le gouvernement, et annoncé dans un discours de Nixon le 15 août 1971. Tandis que les prix et les profits ont atteint des plafonds records, le contrôle a atteint son véritable but qui était de bloquer les augmentations de salaire. Pour les syndiqués, l'augmentation moyenne est tombée de 8.1% en 1971 à 6.4% en 1972 et à 5.2% en 1973.

L'intervention du gouvernement capitaliste a réussi là où les capitalistes individuels avaient échoué : maintenir les croissances de salaire de la classe ouvrière américaine inférieures à celles que les rivaux impérialistes de Washington ont dûes accorder. Le New York Times du 31 août citait correctement "une nette réduction des différences de salaire entre les ouvriers américains et les ouvriers des autres grands pays industriels" comme une des raisons de la forte compétitivité des exportations américaines.

Le blocage des salaires a entraîné une chute importante des salaires réels après l'explosion de l'inflation au niveau mondial l'an dernier. Bien que la vague de grèves actuelle ait mis en avant des revendications salariales, celles-ci restent bien inférieures au taux d'inflation. D'après les statistiques gouvernementales, le salaire réel moyen de l'ouvrier américain en juillet 1974 était inférieur de 5.4% à celui de l'an dernier. Aujourd'hui les salaires réels ne sont pas supérieurs à ceux de 1965, et ils continuent à baisser.

Cette attaque contre les salaires réels a été rendue possible par la totale capitulation des directions syndicales face au contrôle gouvernemental. Les bureaucrates syndicaux n'ont pas expliqué que le gouvernement capitaliste ne pouvait pas et n'allait pas contrôler les prix. Liés étroitement aux partis politiques capitalistes, les bureaucrates ont coopéré jusqu'au bout, participant au comité dont la tâche était de bloquer les salaires. Un bref arrêt de travail des infirmières et des travailleurs hospitaliers de New York, fut la seule grève, appuyée officiellement par les syndicats, qui défia le contrôle des salaires, et elle fut battue à cause du manque de solidarité de la part des autres syndicats.

La fin du contrôle des salaires

L'opposition aux effets de l'inflation s'est manifestée sous d'autres formes. En avril 1973, des millions de personnes ont participé à un boycott national de la viande. En septembre 1973 des organisations de la communauté noire de Chicago ont pris l'initiative d'organiser une manifestation de 8.000 personnes contre l'inflation, le chômage et les impôts injustes. Mais à cause de la passivité de la bureaucratie syndicale, ces actions furent limitées et sporadiques.

Lors de l'instauration du contrôle des salaires, les travailleurs y étaient dans l'ensemble favorables, car ils croyaient que le gouvernement allait réellement bloquer les prix. Quand ils réalisèrent que tel n'était pas le cas, la colère se développa. La grève de huit semaines organisée par des bûchers charpentiers syndiqués en Californie du Nord l'hiver dernier -- sans l'appui de la direction du syndicat -- contre une décision gouvernementale, qui coupait une augmentation

de salaire garantie par leur contrat, représenta un signal d'alarme pour la bourgeoisie.

Le contrôle direct des salaires représente un certain danger pour la classe dominante. Il tend à dénoncer le rôle anti-ouvrier du gouvernement et à transformer les luttes salariales en confrontations ouvertes entre les syndicats et l'Etat capitaliste. Prenant le risque limité de freiner la progression des salaires sans imposer un contrôle direct, les dirigeants ont abrogé ce contrôle au printemps dernier.

N'ayant plus l'excuse du contrôle gouvernemental, les bureaucrates syndicaux ont eu de plus en plus de difficultés à freiner les revendications pour une action directe des syndicats pour obtenir des hausses de salaires. Cette pression sur les bureaucrates apparaît dans un rapport gouvernemental qui explique que les militants syndicaux de base refusent aujourd'hui 12,3% des accords négociés, contre 9,6% l'an passé.

Après cette expérience du contrôle des salaires, les ouvriers sont aujourd'hui moins enclins à faire confiance au gouvernement, et préfèrent s'appuyer sur leur propre force pour maintenir leur niveau de vie. Un récent sondage montrait que 60% des personnes questionnées pensaient que la politique économique gouvernementale "fait plus de mal que de bien", contre 23% en septembre 1971.

Le dernier sondage Gallup montrait que la plus grande partie des personnes questionnées -- 44% -- pensaient que le gouvernement fédéral était le principal responsable de l'inflation. Soixante huit pour cent pensaient que la situation économique allait empirer au cours des six prochains mois, tandis que 46% pensaient que "l'économie U.S. allait vers une dépression similaire à celle que le pays a connu en 1930". Le désillusionnement et la perte de confiance par rapport au gouvernement sont d'autant plus grands qu'ils ne se limitent pas aux seules questions économiques. La guerre du Vietnam, la "crise de l'énergie" et l'affaire du Watergate ont ouvert les yeux à des millions de personnes sur la corruption et la criminalité du gouvernement capitaliste. Quand on voit le gouvernement conspirer avec les profiteurs, il est peu probable que les ouvriers répondront avec enthousiasme aux appels au sacrifice pour "l'intérêt national". On assiste là au début du développement d'une certaine position de classe des ouvriers face à l'Etat capitaliste.

Cependant, il existe encore une large confusion au sujet du "contrôle gouvernemental des prix et des salaires". Le dernier sondage Gallup montrait également que la majorité des personnes questionnées -- 50% contre 39% -- étaient favorables à une nouvelle instauration du "contrôle des prix et des salaires". Les directions syndicales encouragent délibérément l'illusion qu'il peut exister un "juste" contrôle, et elles promettent encore de coopérer au contrôle tant qu'il est "équitable".

Réajustements et échelle mobile des salaires

Néanmoins, de plus en plus les travailleurs reconnaissent une autre méthode -- la seule méthode efficace -- de protéger leurs salaires contre l'inflation: on peut le voir dans la popularité croissante des clauses de réajustement. Cette revendication est acceptée parce la quasi totalité des travailleurs américains, et s'est trouvée au centre de nombreuses grèves. Par exemple, les conducteurs d'autobus ont fait grève en

mai dernier à Washington, et sont encore en grève à Oakland contre les tentatives des municipalités de retirer des clauses de réajustements qu'ils avaient obtenues auparavant. Cet automne, les mineurs revendiquent la première clause de réajustement de l'histoire de cette industrie, tandis que les ouvriers des chemins de fer essaient d'obtenir de nouveau des clauses de réajustement qu'ils avaient perdues à la fin des années 50.

Les chiffres donnés par le Ministère du Travail prouvent que les ouvriers qui bénéficient de clauses de réajustement ont des augmentations de salaires nettement plus élevées que ceux qui n'en ont pas, mais que, dans tous les cas, les augmentations ne compensent pas totalement la perte due à l'inflation.

L'importance de la revendication d'une échelle mobile des salaires réside dans le fait qu'elle rejette totalement la notion que les travailleurs auraient la moindre responsabilité pour le développement de l'inflation et affirme leur droit à une protection complète de leurs salaires face à l'augmentation des prix. En opposition à tout projet de "contrôle des prix", cette revendication montre que les travailleurs ne doivent compter que sur leur propre force et leurs organisations pour protéger leurs salaires.

Les clauses de réajustement n'offrent pas une véritable échelle mobile des salaires. Les employeurs essaient toujours d'imposer une limite maximum d'augmentation, de rendre les réajustements moins fréquents, et de mettre en place des formules qui ne garantissent le rattrapage que d'une partie du taux officiel d'inflation. De même, toutes les clauses de réajustement sont liées à l'index des prix gouvernemental. La lutte pour une véritable échelle mobile des salaires est inséparable du rejet des chiffres gouvernementaux truqués. Les syndicats eux-mêmes devraient former des comités chargés d'étudier le taux réel d'augmentation des prix, et exiger les augmentations nécessaires pour compenser cette hausse.

La dynamique de la lutte autour d'une telle revendication est d'amener les travailleurs à déterminer eux-mêmes l'état de l'économie et à commencer à contrôler l'industrie dans leur propre intérêt. La revendication pour une échelle mobile des salaires doit être mise en avant parallèlement à la revendication d'une échelle mobile des heures de travail, afin de répondre au chômage chronique. Contrairement aux clauses de réajustement, cette revendication n'a pratiquement pas été mise en avant par les syndicats aux Etats-Unis. Cependant, face au développement du chômage (et la politique de Ford vise directement à augmenter le chômage) ce mot d'ordre va connaître une audience croissante.

Les limites des grèves actuelles

La vague actuelle de grève qui témoigne d'un fort regain de combativité parmi les ouvriers américains a cependant certaines limites. La plupart des grèves ont été petites, sont restées au niveau local et ont été réglées relativement vite. La grève des ouvriers de l'habillement a été la seule grève qui ait touché toute une branche. Ni les bureaucrates syndicaux, ni les entreprises ne veulent de confrontation nationale, et jusqu'ici ils ont réussi à l'éviter. Dans des industries aussi importantes que l'automobile, la sidérurgie, les communications, les dockers (de la côte est) des accords assurant de très faibles aug-

WORLD'S HIGHEST STANDARD OF LIVING



46 o/o pensent que
«l'économie U.S. va
vers une dépression...»

mentations de salaires ont pu être atteints sans grèves. La direction du syndicat national des travailleurs de la sidérurgie (United Steelworkers) a signé un "accord expérimental de négociation" avec le trust de la sidérurgie, qui comprend une clause garantissant qu'il n'y aurait pas de grèves pendant 6 ans. Les capitalistes et le conseil exécutif de l'AFL-CIO (American Federation Of Labor-Congress of Industrial Organization, fédération syndicale nationale) saluent un tel accord comme le modèle à suivre dans les futures négociations de contrats collectifs.

Cependant des négociations importantes n'ont pas encore trouvé d'accord. Des négociations ont commencé dans l'industrie aéro-spaciale; on s'attend au mois de novembre à une grève nationale des mineurs qui pourrait bien être la principale bataille ouvrière cette année; et les contrats de 600.000 ouvriers du chemin de fer expirent à la fin de l'année.

La crise économique croissante a eu un certain impact -- bien que limité -- sur la bureaucratie syndicale. Georges Meany, le président octogénaire de l'AFL-CIO, a récemment reconnu une réalité assez évidente: "Nous sommes maintenant dans une phase de récession, et il existe beaucoup de signes que nous allons vers une dépression."

C'est la direction du syndicat des mineurs (United Mine Workers) qui a connu le bouleversement le plus important récemment. Lors d'une élection syndicale ordonnée par le gouvernement fédéral à la fin de 1972, la vieille machine corrompue de Tony Boyle fut battue et remplacée par une liste réformiste dirigée par Arnold Miller et basée sur des mouvements de la base syndicale exigeant une plus grande démocratie, une plus grande sécurité dans les mines et un meilleur service de santé. La direction de Miller n'a aucune expérience et n'est absolument pas une direction de lutte de classes, mais ses liens avec la base ont marqué une victoire importante pour les mineurs. Cette direction a rétabli le droit de voter sur les contrats, a ouvert les pages du journal syndical aux militants, et a commencé à lancer une campagne de recrutement dans les mines où le syndicat n'existait pas. Cette campagne a été largement aidée par la victoire d'une grève longue et dure de 13 mois à Harlan County, Kentucky, grève qui était considé-

rée comme un test à la fois par le syndicat et la société.

Développement de la conscience de classe

On ne s'attend pas à des améliorations dans la situation économique. La politique annoncée par Ford, dernière qui toute la bourgeoisie est unie, est une politique d'austérité, de plus grande récession et de réduction des dépenses gouvernementales pour les services sociaux. En même temps on ne peut attendre aucune amélioration de l'inflation. La hausse des prix à la consommation est déjà stimulée par l'index des prix de gros qui a augmenté de 3,7% pour le seul mois de juillet. La croissance des produits alimentaires continuent, et les prix des produits fermiers ont augmenté de 3% entre le 15 juillet et le 15 août. L'attaque contre le niveau de vie des travailleurs comprend également la montée du chômage, l'accélération des cadences, le développement de la pollution, la pénurie certains produits, et un déclin des services sociaux -- du service de la santé publique aux transports et à l'éducation. La valeur réelle des rentes, de la sécurité sociale, etc., diminue. Ceci ne fait que stimuler un climat d'incertitude et d'insécurité.

Si la réponse des directions syndicales aux attaques contre les salaires a été désespérément insuffisante, sa réponse aux autres questions sociales a été encore pire. Dans ce domaine le conservatisme de la bureaucratie syndicale est en contradiction avec une attitude qui tend à se développer largement parmi les ouvriers, spécialement les jeunes ouvriers.

Cela a été largement confirmé par une enquête de Daniel Yankelovich qui conclut que les positions radicales concernant les affaires, le patriotisme, la loi, la police, la religion, la politique, la liberté sexuelle, le travail et l'autorité qui étaient typiques des étudiants à la fin des années 60 sont maintenant partagées par les jeunes travailleurs. Yankelovich conclut que les jeunes ont développé ce qu'il appelle une "Nouvelle Charte des Droits de l'Homme". Celle-ci comprend: "Le droit d'envoyer ses enfants à

l'université que l'on ait ou non les moyens financiers. Le droit de participer aux décisions qui touchent leur travail. Le droit d'avoir une retraite sûre. Le droit de recevoir les meilleurs soins médicaux que l'on puisse se le permettre ou non." En d'autres termes, ces "nouveaux droits" sont l'éducation libre et gratuite jusqu'à l'université; le contrôle ouvrier sur la production; l'assistance sociale pour les personnes âgées; et une médecine socialisée.

C'est parmi les jeunes noirs, chicanos et portoricains que l'enquêteur a trouvé les positions les plus radicales. Parmi ceux-ci "la position dominante est que nous vivons dans une société malade (55%) et non démocratique (76%)." Cette jeunesse pense qu'il s'agit d'une société de "racisme effréné".

Tous les aspects de la crise économique frappent plus durement les travailleurs des nationalités opprimées et les travailleuses. Toutes les illusions qui pouvaient exister sur une progression graduelle vers une égalité totale s'effondrent face à l'exacerbation de l'oppression de ces groupes. Tandis que les chiffres officiels du chômage pour les travailleurs blancs étaient de 4,8% en juillet, ils étaient de 9,4% pour les ouvriers noirs et de 35,3% pour les jeunes noirs. En 1973, selon le bureau fédéral des statistiques, la famille noire typique avait un revenu qui n'atteignait que 58% du revenu de la famille blanche typique; une ouvrière travaillant à plein temps gagnait en moyenne 57% de ce que gagnait un ouvrier à plein temps. Et ces écarts ne font que s'accroître.

Un des développements les plus significatifs dans le mouvement ouvrier américain au niveau national a été la formation et la croissance de la Coalition des Ouvrières Syndiquées (Coalition of Labor Union Women - CLUW). Fondée lors d'une conférence en mars dernier qui réunit 3.200 femmes militantes syndicales, la CLUW se donne pour but d'organiser les femmes au sein du mouvement syndical pour lutter pour les revendications spécifiques des femmes, y compris pour un salaire égal et la fin de la discrimination dans l'emploi, le plein emploi, le droit à l'organisation, un service de crèches, l'adoption de l'Amendement sur l'Égalité des Droits, et la démocratie interne et un plus grand rôle pour les femmes dans les syndicats.

La CLUW est organisée dans les principales villes et attirent un nombre croissant de militantes syndicales. Cette organisation reflète le militantisme croissant des ouvrières qui ont joué un rôle déterminant dans les grèves d'infirmières, d'enseignantes, d'hôtesse, des travailleuses de l'habillement et souvent des fonctionnaires gouvernementales. C'est une manifestation de l'extension de la radicalisation des femmes, qui débuta parmi la jeunesse étudiante, à la classe ouvrière. Il s'agit d'un développement au sein des syndicats qui peut jouer un rôle important pour les transformer en instruments de lutte de classes.

Pour un parti ouvrier

La poussée actuelle de grèves qui a permis aux travailleurs de remporter de réelles victoires, n'a pas encore dépassé les méthodes prônées par les bureaucrates syndicaux : grève d'un syndicat contre un patron, menée uniquement autour de revendications économiques.

La principale limite des luttes actuelles réside dans l'absence d'une expression politique. Les syndicats ne peuvent pas riposter aux attaques gouvernementales étant donné leur politique de soutien aux partis capitalistes, Républicain ou Démocrate. Cela est apparu particulièrement dans l'incapacité totale des directions syndicales à riposter au blocage des salaires. Au moment où tout le monde reconnaît que la crise économique actuelle exige des réponses politiques, la bureaucratie syndicale tente de canaliser ce besoin d'action politique vers le soutien aux partis capitalistes, en particulier au Parti Démocrate. Leur "réponse" à la crise a été d'"élire un Congrès au 2/3 démocrate" en 1974 (c'est-à-dire un Congrès qui peut passer outre le veto présidentiel). Ce slogan s'appuyait sur l'explication démagogique qui faisait de Nixon le seul responsable des attaques contre les travailleurs, alors que, en fait, la politique anti-ouvrière du gouvernement est appuyée, au Congrès, par les deux partis. Aujourd'hui les bureaucrates de l'AFL-CIO expliquent que Ford peut améliorer la situation et sont ouvertement enthousiastes à propos de la nomination de Rockefeller au poste de Vice-Président.

La situation politique des USA est pratiquement unique dans le monde impérialiste par le fait qu'il n'existe pas de parti ouvrier de masse -- même pas réformiste. Indépendamment de leur niveau de combativité les ouvriers américains votent à leur large majorité pour les partis politiques bourgeois. La bourgeoisie américaine tire tous les avantages de cette anomalie qui lui offre une marge de manoeuvre bien plus large que ses collègues de l'Europe occidentale par exemple. En même temps, l'absence d'un parti ouvrier de masse impose des limites au développement de la conscience de classe du prolétariat, donnant ainsi une marge de manoeuvre plus grande également à la bureaucratie syndicale.

Afin de répondre aux multiples attaques contre le niveau de vie des travailleurs les syndicats devront développer une activité politique indépendante. Un parti ouvrier indépendant est nécessaire pour coordonner et centraliser les luttes ouvrières, et pour lutter en défense des intérêts des travailleurs sur des questions aussi importantes que la guerre et la paix, l'oppression raciale, l'oppression des femmes, les impôts, le contrôle des salaires, le chômage et les services sociaux. Cette rupture avec la politique capitaliste est le prochain pas en avant essentiel pour le mouvement ouvrier américain.

Andy ROSE

QUEL FUTUR POUR LE BANGLA DESH?

Il y a environ 4 ans, dans la nuit du 12 au 13 novembre 1970, un cyclone sans précédent et un raz de marée gigantesque ravagèrent les régions côtières de ce qui était alors le Pakistan oriental. Le régime militaire pakistanais fit très peu d'efforts pour sauver la vie des populations frappées par le cyclone. Le Sheikh Mujibur Rehman, premier ministre actuel du Bangla Desh était alors dirigeant du parti d'opposition au Pakistan oriental. Il déclara lors d'une conférence de presse le 26 novembre 1970 : " Nous avons vécu avec des inondations et des cyclones depuis l'indépendance (1947, quand les britanniques quittèrent les Indes). Aujourd'hui, après 23 ans d'indépendance nationale nous n'avons aucun plan de contrôle des inondations... Nous sommes aujourd'hui renforcés dans notre conviction que si nous voulons sauver la population du Bangla Desh des ravages de la nature et des attaques de ses voisins, nous devons obtenir l'autonomie régionale complète... Nous devons avoir tous les pouvoirs pour diriger notre économie. Ce n'est qu'après nous être arrachés à la domination de la coterie régnante et après avoir obtenu l'autonomie régionale complète... que nous pourrions résoudre nos problèmes les plus urgents, que ce soit le développement économique, le contrôle des inondations, ou la reconstruction des villages et la réhabilitation des personnes endommagées par le cyclone. "

Les inondations et les cyclones sont deux catastrophes naturelles importantes qui frappent le Bangla Desh presque tous les ans. Au cours de la lutte contre le régime militaire du Pakistan, une des revendications de Rehman avait été un contrôle efficace des inondations. Le 3 janvier 1971, parlant devant une foule de près de 2 millions de personnes à Dacca, Rehman promit : "Quand nous avons soulevé le problème du contrôle des inondations par le passé on a toujours évoqué la question du manque de fonds. Je montrerais comment on peut trouver l'argent pour le contrôle des inondations." (Morning News, Dacca, 4 janvier 1971)

Il y a maintenant plus de deux ans et demi que Rehman est premier ministre du Bangla Desh ? Quand il fut nommé premier ministre, il promit à la population un Sonar Bangla (un Bengale doré). Mais au lieu de cela Rehman et ses hommes de la Ligue Awami ont fait du Bangla Desh un véritable cimetière. Une corruption sans limite, une mauvaise administration et l'inefficacité la plus grande règnent en maîtres. Le Bangla Desh est ruiné. Son économie s'est effondrée bien avant que la récente inondation ait frappé le pays. Rehman n'a pas mieux agi que les bouchers pakistanais. Au contraire, les masses travailleuses connaissent, sous certains aspects, une condition meilleure à l'époque. Il y en a peu aujourd'hui qui crie "Joi Bengla" (Gloire au Bengale.) La question qui revient le plus souvent est : "Le Bangla Desh a-t-il un futur ?"

Les inondations de juin

C'est au mois de juin, cette année, que les inondations ont frappé le Bangla Desh. Le niveau des diffé-

rentes rivières s'éleva régulièrement et la situation fut aggravée par les fortes chutes de pluie. Au début août le pays subit la pire inondation depuis 150 ans. Deux tiers de la surface du pays furent inondés. Près de 30 millions de personnes furent touchées; 3,000 moururent; 3,500 miles de routes furent détruits. Au moment où nous écrivons il n'est pas encore possible d'estimer de façon précise l'étendue réelle des dommages. Le gouvernement du Bangla Desh l'estime à environ 500 millions de dollars U.S. Il est difficile de décrire les souffrances de la population.

Rehman a fait très peu pour lutter contre les inondations. Et son gouvernement n'a rien fait non plus pour protéger la population contre les cyclones. Dans le budget de l'année en cours, seuls 3 millions de takas (1 dollar = environ 7 takas) ont été alloués à ce problème, alors que le minimum requis par le Ministre du Contrôle des Inondations était de 6.5 millions de takas. (Holiday, Dacca, 4 août 1974.)

Dans le même numéro de Holiday, N. M. Harum écrivait : "Les experts pensent qu'il y a deux approches au problème de la protection contre les inondations : (a) un contrôle efficace des inondations est possible sur la base d'un plan touchant l'ensemble du pays et d'efforts multinationaux; et (b) des projets demandant une grande main d'oeuvre dans le cadre d'un plan d'ensemble peuvent être entrepris même avec les ressources actuelles du pays pour protéger de vastes régions des inondations.

"L'administration actuelle doit encore prendre en considération la première approche. Quant à la seconde approche, elle n'a pas montré beaucoup d'enthousiasme jusqu'ici."

Malgré les ravages sans précédent causés par l'inondation, la réponse internationale a été très faible. Dès que les eaux commencèrent à submerger de larges régions du pays, Rehman organisa un tour en hélicoptère au-dessus des régions dévastées pour les chefs des missions diplomatiques. Le gouvernement demanda de l'aide aux Nations Unies et aux autres organisations internationales. La réponse internationale a été pitoyable.

Par le passé, lors du cyclone de 1970 et au cours de la première année de libération du Bangla Desh, le gouvernement reçut une aide importante de l'étranger. Au cours de la première année d'indépendance les Nations Unies, avec l'Opération Dacca, offrirent plus de 500 millions de livres sterling. Mais au moment où nous écrivons, très peu a été offert au gouvernement du Bangla Desh. Le gouvernement US n'a donné que 4 millions de dollars. Le Bureau d'aide aux sinistrés des Nations Unies à Dacca n'a donné que 20,000 dollars. Ces sommes sont bien en deçà des 500 millions de dollars qui sont estimés nécessaires par le gouvernement du Bangla Desh. Commentant cette situation, Michael Hornsby expliquait : " Cette parcimonie reflète le désillusionnement des organisations internationales et des

autres donateurs face à la manière dont les fonds donnés pour l'aide aux sinistrés par le passé ont été dissipés et détournés par les officiels corrompus du Bangla Desh." (The Times, Londres, 14 août 1974) Un correspondant de l'hebdomadaire du Bangla Desh Deshbangla, rapportait que toutes les missions étrangères de Dacca étaient conscientes de la façon dont le gouvernement avait abusé et gaspillé une bonne partie de l'aide étrangère. "Les missions étrangères au Bangla Desh estiment qu'environ 50% de l'aide fut détournée vers les Indes, 30% fut appropriée par les distributeurs, c'est-à-dire uniquement les membres de la Ligue Awami au pouvoir, et seulement 20% atteignit les pauvres et les nécessiteux du Bangla Desh." (Deshbangla, Dacca, 8 août 1974.)

Après le cyclone de 1970, Rehman accusa le régime militaire pakistanais de négligence criminelle à cause de son incapacité à lancer une opération de sauvetage et d'aide intensive. Mais comment l'opération est-elle menée par le gouvernement de la Ligue Awami ?

Dans cette période de crise nationale, Rehman aurait dû développer un programme unifié pour lutter contre une telle calamité. Au lieu de cela il a fait de la politique avec l'inondation. Il utilise ses forces de police pour freiner le travail de secours entrepris par les partis de l'opposition. Le message est clair. Ses hommes et lui veulent se partager toute l'aide qui pourrait arriver dans le pays !

Une économie à l'agonie

Bien avant les récentes inondations, l'économie du pays avait atteint un point d'effondrement. Les réserves de devises étaient épuisées. En conséquence les importations des produits de consommation essentiels avaient été suspendues, et les importateurs étrangers n'honoraient plus les lettres de crédit du Bangla Desh. Le déficit du commerce extérieur pour 73/74 a atteint 44,5 millions de takas (Deshbangla, 8 août 1974.) A la fin du mois de juin dernier les réserves de devises étrangères avaient pratiquement atteint le point 0. Le Bangla Desh tenta d'obtenir un prêt important auprès du Fonds Monétaire International (FMI). D'après un rapport publié par l'Observer de Londres, le FMI n'a accordé que 16 millions de livres alors que le Bangla Desh avait besoin d'une somme de 300 millions de livres pour importer les produits essentiels pour les six mois à venir. Les inondations qui se sont produites depuis n'ont fait qu'aggraver la situation de l'économie agonisante du pays. Au cours des deux derniers mois, Mujib a envoyé ses émissaires dans les différentes capitales du monde pour obtenir de l'aide. Le Ministre des Affaires étrangères prit contact avec les riches pays pétroliers comme l'Iran, le Bahreïn, le Qatar et Abu Dhabi. Le Ministre des Finances a été envoyé à Washington. Deux membres de la commission du plan du Bangla Desh ont été envoyés en Hongrie, en Allemagne occidentale, en Jordanie, en Tchécoslovaquie, en Belgique et en Grande-Bretagne. Un Ministre a été envoyé en Arabie Saoudite, en Egypte et en Irak. Le Ministre de l'Industrie a été envoyé à Moscou. Avant même son départ, les bureaucrates du Kremlin avaient fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention d'aider le Bangla Desh à se sortir de la crise actuelle en offrant de l'aide en monnaie solide. On pense que l'aide soviétique se fera selon un système d'échange contre des produits industriels fabriqués par une industrie mise sur pied grâce à l'aide soviétique.

La situation économique est si mauvaise que la commission du plan du Bangla Desh a abandonné toute idée d'appliquer le premier plan quinquennal du pays. Il va être remplacé par un programme de développement annuel. L'administration de Rehman éprouve de grandes difficultés à rembourser les dettes étrangères. Le 1er septembre 1973, M. Hamidullah, gouverneur de la Banque du Bangla Desh souligna que trois facteurs avaient contribué à l'effondrement de l'économie du Bangla Desh : la fuite des capitaux, la forte contrebande vers les Indes et les échecs de la production dans les usines.

Mais qui paie les frais de l'effondrement économique ? La situation des masses laborieuses est indescriptible. Comment les gens peuvent-ils survivre avec un revenu par tête inférieur à 200 dollars par an, alors que le riz est vendu 1/2 dollar la livre et qu'une chemise d'homme ordinaire coûte au moins 20 à 25 dollars ? La famine entraîne de nombreuses morts.

Pendant la période du gouvernement de Rehman, les prix ont augmenté au moins de 5 à 600%. Les masses laborieuses ont été saignées à blanc. Au cours des 4 derniers mois seulement, le prix du riz a au moins doublé. Le prix du tissu a augmenté d'au moins dix fois depuis l'indépendance du Bangla Desh. Le manque d'efficacité de l'administration de Rehman est tel que, à cause de l'absence d'une signature de la commission du plan, un large projet de culture de coton n'a pas pu être réalisé.

La corruption, la pratique du marché noir, et toutes les autres activités anti-sociales se développent de façon incontrôlée. Une section de la Ligue Awami



Une opération d'aide au Bangla Desh...
"Seulement 20 % atteignent les sinistrés..."

a accumulé des richesses considérables. Tout le monde est persuadé, au Bangla Desh, que Rehman lui-même a accumulé assez de richesses pour devenir un des dix hommes les plus riches du pays. Qui est la nouvelle classe riche au Bangla Desh ? Pour ne donner qu'un seul exemple, le neveu de Rehman, le Sheikh Fazlul Huq Moni, est devenu un des hommes les plus riches du pays. Il a été ouvertement dénoncé, même par des membres de la Ligue Awami, et est bien connu pour ses pratiques corrompues. Son oncle lui offre sans aucun doute une protection et une immunité totales. L'an passé, le fils même de Mujibur fut pris en flagrant délit d'activités anti-sociales.

La sévère pénurie de nourriture qui régnait au Bangla Desh avant la récente inondation a été créée de toutes pièces. D'après les estimations officielles du gouvernement, les manques étaient de l'ordre de 1,8 millions de tonnes de nourriture. D'autre part, en 1973 le pays avait fait des récoltes excellentes. D'après une estimation de l'organisation du Commonwealth, le Bangla Desh a produit 12,5 millions de tonnes de riz, ce qui aurait été suffisant pour nourrir une population de 75 millions de personnes. Pourquoi assiste-t-on alors à une pénurie du riz ? La réponse est simple. Le riz est introduit en contrebande aux Indes où on connaît une pénurie chronique de riz et d'autres produits alimentaires. Le produit le plus soumis à la contrebande est le jute qui représentait 85% des profits des exportations du Bangla Desh. Aujourd'hui l'industrie du jute est au bord de l'effondrement. Avant 1971, les Indes connaissaient un déficit dans cette industrie équivalent à 500.000 balles de coton. Aujourd'hui la situation a bien changé. Un quotidien indien a récemment révélé que les Indes avaient accumulé un million de balles de jute par la contrebande et qu'elles s'étaient fixé comme but d'exporter 500.000 balles de jute brut. (The Hindustan Standard, 16 mars 1974.) Depuis que les industriels du jute se procurent la matière première par contrebande au Bangla Desh, les 62 usines de jute du Bengale occidental, aux Indes, fonctionnent à plein rendement, et ont même mis en place deux équipes. D'un autre côté, les 77 usines de jute du Bangla Desh sont confrontées à une crise aiguë de production; beaucoup vont bientôt devoir fermer leurs portes à cause du manque de matière première et de produits importés, tels les lubrifiants et les pièces détachées. La fermeture des usines de jute jetterait des milliers d'ouvriers au chômage. Parallèlement, les gains du gouvernement du Bangla Desh dus aux exportations de jute ont baissé de 3,5 milliards de takas en 1969 à 2,6 milliards de takas en 1973/74.

Le calcul qui se trouve derrière cette contrebande est simple. Officiellement une roupie indienne égale une taka du Bangla Desh. Mais au cours non officiel 1 roupie égale au moins deux takas. Le prix d'une maund (82 livres) de jute est de 60 takas au Bangla Desh et le prix est le même aux Indes. En passant en contrebande une maund de jute, on obtient 60 roupies indiennes qui peuvent être changées contre 120 takas. Les 120 takas peuvent être ramenées au Bangla Desh, ou bien on peut acheter une pièce de tissu de 120 takas et la revendre 150 takas au Bangla Desh. Grâce à ce calcul très simple, non seulement le jute, mais le riz, les légumes et le lait sont sortis en contrebande du Bangla Desh, provoquant une pénurie artificielle de nourriture.

La répression contre l'opposition

Depuis l'indépendance, Rehman a promis à plusieurs reprises d'utiliser les forces armées pour "liqui-

der la corruption, la contrebande et les autres activités anti-sociales." Mais toutes ses promesses sont absolument creuses. La raison en est que, au Bangla Desh, peu de gens, en dehors des membres de la Ligue Awami au pouvoir peuvent se procurer les licences et les patentes permettant de faire du commerce extérieur et intérieur. Les membres de la Ligue Awami ont monopolisé toutes les fonctions rémunératrices, toutes les affaires, commerces et industries profitables. Cela voudrait donc dire que Mujib devrait utiliser les forces armées contre les hommes de son propre parti. Il a au contraire utilisé les forces armées pour liquider toute opposition.

Le 5 février 1974 une loi accordant les pouvoirs spéciaux a été votée, permettant au gouvernement de prendre toutes les mesures de détention préventive sans procès, de censurer les journaux, d'interdire certaines publications et d'interdire des organisations et associations. Rehman a utilisé à fond ces pouvoirs spéciaux, afin de faire taire le peuple. Il vaut la peine de rappeler ce qu'il défendait par le passé. Le 28 octobre 1970, dans une déclaration au peuple du Pakistan faite à la radio, il déclara :

"Il faut établir une véritable démocratie, dans laquelle les libertés fondamentales seront garanties constitutionnellement. Notre manifeste présente le cadre pour un développement des partis politiques des syndicats et des gouvernements locaux. Nous nous engageons à restaurer la liberté totale de la presse et à extraire la corruption qui s'est développée comme le cancer dans notre société." (Dawn, Karachi, 29 octobre 1970.) Les événements de ces dernières années ont clairement montré combien les promesses de Rehman étaient vides de sens.

Depuis l'indépendance du Bangla Desh plusieurs journaux de gauche ont été suspendus. La liberté de la presse a été largement limitée. L'éditeur du quotidien le plus populaire du Bangla Desh, Ganakantha (La Voix Du Peuple), journal du Parti d'opposition Jatiya Samajtantrik Dal (JSD -- Parti Socialiste National), a été arrêté sous les pouvoirs spéciaux. La plupart des journaux quotidiens sont sous contrôle gouvernemental, tout comme sous la domination pakistanaise quand les quotidiens appartenaient soit au gouvernement, soit à des gens du Pakistan occidental, soit à des Bengalis pro-pakistanaïens.

Le 26 juillet 1974 un quotidien contrôlé par le gouvernement, le Purbodesh (L'Est du Pays) annonça une future pénurie du sel au Bangla Desh. L'administration de Mujib n'essaya pas de prouver que cette nouvelle était fautive; au contraire, le gouvernement fit pression sur l'éditeur du journal qui licencia immédiatement le journaliste responsable. D'après les sources gouvernementales cette nouvelle a aggravé

Les nouveaux riches de la Ligue Awami

Le 15 février 1971, à l'académie bengalaise de Dacca, le Sheikh Mujibur déclara : "Nous croyons fermement à une économie socialiste et à une société libérée de l'exploitation. Nous ne resterons pas au pouvoir si nous ne sommes pas capables de traduire les espoirs que le peuple a placés en nous..." (The Pakistan Observer, Dacca, 16 février 1971.) Quelques jours plus tard, il répéta sa promesse : "Sans une économie basée sur un schéma socialiste, 70 millions de personnes ne peuvent pas vivre sur une superficie de 55.000 miles carrés." (Dawn, Karachi, 1971.)

Voilà les promesses que le Sheikh Mujibur Rehman

a faites au peuple. Après la libération du Bangla Desh, les compagnies d'assurances et les grandes industries furent nationalisées et le gouvernement fixa une limite pour les investissements dans le secteur privé. La Ligue Awami n'avait pas d'autres possibilités que d'avoir recours à de telles mesures puisque la bourgeoisie bengalaise était très faible et n'était pas du tout capable de lancer seule ses activités. Il faut noter que les capitaux étrangers ne furent pas touchés par les mesures de nationalisations de la Ligue Awami. Le 4 juillet 1971, le Conseil Economique National du Bangla Desh décida de lever les limitations imposées aux investissements dans le secteur privé, en faisant passer le plafond de 2.5 millions de takas à 30 millions de takas. Les limitations aux investissements étrangers ont également été levées, rendant le Bangla Desh propre à une exploitation néo-coloniale.

Au cours de ces deux dernières années de monopole de la corruption, la Ligue Awami a réussi à créer une nouvelle classe riche (bien que pas encore très forte,) dont les membres ont acquis leurs richesses avant tout par des moyens illégaux. En élevant le plafond des investissements privés, le gouvernement a donc permis à ce secteur d'investir le capital accumulé par le marché noir.

Dès le départ, le programme de nationalisation de Rehman était une vaste mystification. Badruddin Umar, politologue bengalais l'explique ainsi : "Au Bangla Desh, il n'y avait rien de révolutionnaire dans les différentes mesures prises par le gouvernement dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et dans toutes les autres sphères de la vie nationale. Leurs nationalisations ne représentaient pas du tout une attaque contre le capital; elles ne se voulaient pas du tout une attaque contre le capital. Il s'agissait d'un mécanisme de transfert de la propriété de certaines mains dans certaines autres, des mains

de ceux qui n'étaient pas dans la Ligue Awami aux mains des membres de la Ligue Awami. C'est pourquoi personne ne s'est véritablement attaché à développer les industries nationalisées. Mais, d'un autre côté, il fallait que les industries nationalisées servent de diverses façons à l'accumulation de la richesse dans les mains privées. La production des industries nationalisées ne s'est pas développée, et par suite d'une mauvaise gestion de ces industries, l'idée même de nationalisation, et avec elle de socialisme, est totalement discréditée aux yeux des masses." (Holiday, 7 juillet 1974.)

Ibne AZAD

(suite de la page 15)

- salaire égal pour les hommes et les femmes.
- une diminution des heures de travail sans perte de salaire afin de distribuer le travail disponible pour engager les chômeurs de toutes les catégories. Des travaux publics pour éliminer le chômage.
- allocation de chômage égale au salaire normal.
- 4 semaines de vacances payées pour tous les travailleurs (ouvriers, employés) quelle que soit leur ancienneté.
- toutes les allocations sociales payées par les patrons.
- gestion de toutes les caisses sociales par les travailleurs eux-mêmes.
- des crèches pour les enfants et des soins spéciaux pour les mères au travail.
- 4 heures de travail et 4 heures d'étude pour les jeunes travailleurs de 14 à 18 ans.
- abolition du travail pour les moins de 14 ans et un soutien social et matériel pour la prise en charge et l'éducation de ces mineurs.
- conditions égales et droits égaux pour tous les travailleurs étrangers, y compris le droit de s'organiser économiquement et politiquement.
- abolition de toutes les lois anti-ouvrières.
- aucune intervention de l'Etat dans les syndicats.

TOUT LE MONDE DANS LA LUTTE !

la campagne anti-trotskyste des maoïstes

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les maoïstes de Hong Kong ont déclenché une campagne de presse vicieuse et calomnieuse contre le trotskysme. Cette campagne hystérique qui s'appuie sur une distortion et une falsification délibérées des faits historiques, vise ouvertement à s'opposer à la croissance du mouvement marxiste-révolutionnaire qui est récemment apparu comme une menace politique pour les maoïstes.

Cette campagne sournoise reflète l'incapacité des maoïstes à défendre la bureaucratie chinoise et sa politique pseudo-révolutionnaire envers la colonie britannique de Hong Kong. Cela augmente à son tour l'incapacité des maoïstes à contenir la radicalisation qui se fait jour parmi les masses laborieuses. Les maoïstes sont très inquiets de l'orientation marxiste croissante des militants de Hong Kong qui ont complètement échappé au contrôle maoïste.

La principale cible: Trotsky

Une fois de plus, Léon Trotsky a été choisi comme cible principale. Toute une série d'accusations inventées, clairement contredites par les faits historiques sont lancées contre lui -- pas seulement pour le discrediter en tant qu'un des plus grands révolutionnaires de ce siècle, mais également pour le présenter comme un contre-révolutionnaire.

On peut lire dans le journal maoïste Hong Kong Workers : "Trotsky était le principal dirigeant de l'opportunisme en Union Soviétique, c'était un renégat, un espion, un traître, un assassin complotant pour tuer Lénine et d'autres dirigeants du Parti Communiste Soviétique. Il était l'ennemi commun du peuple d'Union Soviétique et du peuple révolutionnaire du monde." Mais les maoïstes de Hong Kong sont confrontés à un problème : comment expliquer qu'un tel "contre-révolutionnaire" ait pu surgir dans la direction du Parti Bolchévik, à côté de Lénine, et ait pu jouer un rôle aussi important dans la Révolution d'Octobre ? (Ce rôle a été clairement décrit dans le livre de John Reed "Dix Jours Qui Ebranlèrent Le Monde", publié en Chine, dans une traduction chinoise, en 1957.) Ils tentèrent de traiter ce problème dans un article intitulé "Trotsky -- le fondateur du trotskysme." Voilà leur histoire :

"Trotsky (1879-1940) et ses partisans étaient une tendance opportuniste qui montra tout d'abord sa facette "ultra-gauche" dans le mouvement révolutionnaire russe. A partir de 1903 ils se rangèrent du côté des menchéviks contre Lénine et le Parti Bolchévik. Après s'être glissés dans le Parti à la veille de la révolution d'Octobre, ils ne cessèrent pas un seul jour leurs activités anti-léninistes et anti-parti. Finalement,

ils se regroupèrent avec des réactionnaires de toute sorte, s'opposèrent de façon hystérique au régime soviétique et dégénérèrent complètement en un groupe de bandits contre-révolutionnaires."

Faisant quelques emprunts à l'école stalinienne de falsification, les maoïstes réécrivent l'histoire de l'importante contribution de Trotsky à la Révolution d'Octobre. Ils laissent de côté l'attitude oscillante et trouble de Staline avant et pendant l'insurrection. Ils oublient également le rôle crucial joué par le Comité Militaire Révolutionnaire dirigé par Trotsky. Trotsky est accusé d'avoir "révélé à l'ennemi la date de l'insurrection qui avait été décidée lors du meeting du Soviet de Pétrograd à la veille de la révolution d'Octobre." Ainsi, d'après les mensonges présentés par les maoïstes de Hong Kong, "le Parti fut obligé d'organiser l'insurrection plus tôt que prévue."

On nous présente également une autre falsification dans le cas du traité de Brest-Litovsk qui mit fin à la participation de la Russie à la 1ère guerre impérialiste mondiale. On nous explique : "Trotsky et tous les réactionnaires organisèrent une campagne hystérique pour s'opposer à la signature du traité de paix. L'armée allemande fut donc incitée à envahir et attaquer le régime soviétique, et cela amena la victoire remportée par le prolétariat et la paysannerie au bord de l'échec." Le même article continue : "On découvrit plus tard que Trotsky avait déjà organisé un complot contre le gouvernement soviétique, essayant de saboter le traité de paix de Brest-Litovsk, pour arrêter et tuer Lénine, Staline et les autres et établir ensuite un gouvernement opportuniste." Pour faire bonne mesure, les maoïstes ajoutent : "Trotsky encouragea secrètement l'impérialisme allemand à déclencher son offensive militaire contre l'Union Soviétique."

Les maoïstes présentent Trotsky comme étant responsable de tous les actes contre-révolutionnaires commis contre le régime soviétique et comme ayant pris contact avec tous les "contre-révolutionnaires" qui opéraient sur le territoire soviétique. Il n'est donc pas surprenant de lire que "en été 1918, le bloc comprenant Trotsky, Zinoviev et Kamenev blessa Lénine au cours d'une tentative d'assassinat. En juillet 1918 Trotsky et Boukharine incitèrent les S.R. de gauche (Socialistes Révolutionnaires) à organiser une rébellion à Moscou durant laquelle le Kremlin fut bombardé." Ce n'est pas tout : "En 1918, quand plus de 10 pays impérialistes intervenaient militairement contre l'Union Soviétique et coopéraient avec les propriétaires terriens et la bourgeoisie pour organiser une insurrection armée, Trotsky essaya, en vain, d'étrangler le régime soviétique. Le Parti Bolchévik mobilisa la paysannerie et le prolétariat et mena une guerre courageuse pour défendre le pays, tandis que Trotsky, ayant usurpé le poste de président du Comité Militaire Révolution-

naire, ne mena que des activités criminelles. Il tenta d'exécuter de nombreux cadres communistes au front afin d'aider l'ennemi. Ceci ne fut éviter que grâce à l'opposition du Comité Central et la protestation des soldats. Durant la guerre il donna des ordres suicidaires qui résultèrent dans l'échec de certaines campagnes." Avec ces "compte-rendus" les maoïstes essaient de montrer que la création de l'Armée Rouge et la victoire bolchévique lors de la guerre civile n'avaient rien à voir avec Trotsky qui avait néanmoins réussi à "usurper" les postes d'organisateur de l'insurrection et de créateur et dirigeant de l'Armée Rouge, durant toute la guerre civile.

La brève divergence entre Lénine et Trotsky sur la question des syndicats est largement exploitée par les falsificateurs maoïstes. Trotsky est accusé de s'être opposé à la politique du Parti qui visait à "convaincre les masses par la discussion" et d'être en faveur "d'imposer des règlements militaires aux syndicats, c'est-à-dire d'utiliser des méthodes administratives coercitives et de serrer la vis en tentant, vainement, d'amener les ouvriers non membres du Parti à s'opposer au Parti."

En même temps, Trotsky se serait "opposé à la NEP" aurait "demandé des concessions énormes pour les capitalistes étrangers et indigènes", et aurait proposé "d'appliquer le principe de la rente ou d'absorber l'investissement privé afin de transférer l'épine dorsale de l'économie entre les mains du capital privé. Il proposa de construire des industries en exploitant la paysannerie pauvre, essayant ainsi de saboter l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie."

"En automne 1923" continuent les maoïstes, "tandis que Lénine était malade, Trotsky pensa que le temps était venu de détruire le Parti et de renverser la direction. En conséquence, il fit l'unité avec tous les éléments anti-léninistes au sein du Parti et distribua la soi-disant "Déclaration des 46 Opposants", pour s'opposer au Parti, à l'appareil dirigeant du Parti et à la politique du Parti." Ensuite, la lutte héroïque de l'Opposition de Gauche face à la contre-révolution stalinienne est présentée d'une façon éhontément déformée.

On nous dit que Trotsky "forma des groupes fractionnels ici et là, ramassa des cotisations parmi ses camarades, distribua son programme politique réactionnaire, organisa une imprimerie clandestine, organisa des manifestations et des démonstrations anti-gouvernementales, et s'opposa de façon fanatique au léninisme et à la dictature du prolétariat." Trotsky prédit que "le régime soviétique était voué à l'échec." Les Leçons d'Octobre de Trotsky sont présentées comme la preuve qu'il "diffamait complètement le Parti et son dirigeant Lénine, espérant vainement pouvoir remplacer le léninisme par le trotskysme." Le reste de la vie de Trotsky est simplement copié dans les livres de n'importe quel historien stalinien.

Une fois de plus on nous présente la légende infamante selon laquelle "Trotsky avait déjà offert ses services aux services d'espionnage des fascistes, et était donc un espion fasciste, un chien courant." Son but ultime était de rétablir le système capitaliste d'esclavage en Union Soviétique. Kirov fut assassiné avec sa complicité.

L'attaque contre le trotskysme

Le mouvement trotskyste qui a montré d'une façon croissante son autorité révolutionnaire dans les lut-

tes de masse dans le monde, est attaqué à Hong Kong par les maoïstes avec les mêmes mensonges et calomnies qu'ils utilisèrent contre Trotsky lui-même. Cette attaque est développée dans un article intitulé : "Qu'est-ce que le trotskysme ?" publié dans le journal Hong Kong Workers le 1er août 1974.

Cet article présente le trotskysme comme un "instrument de l'impérialisme et de la bourgeoisie, l'ennemi le plus perfide des masses laborieuses. Il lève le drapeau du marxisme-léninisme tout en s'y opposant. Il lève le drapeau de la révolution tout en la sabotant." Ils élaborent ensuite trois caractéristiques qui distinguent soi-disant le trotskysme du léninisme :

(1) Le trotskysme est accusé de s' "opposer au léninisme et aux théories de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat." Cette accusation s'appuie sur deux arguments. La théorie de la révolution permanente "nie la force révolutionnaire de la paysannerie et s'oppose à l'alliance paysans-ouvriers." De façon plus subtile, l'article explique : "dans les conditions objectives de la dictature du prolétariat il (Trotsky) maintenait que l'avant-garde du prolétariat était inévitablement en conflit avec les larges masses paysannes." De plus,

la principale cible



TROTSKY

"l'auteur défend pieusement la "théorie" du "socialisme dans un seul pays." Il déforme la théorie de la révolution permanente afin qu'elle "nie pratiquement la théorie léniniste de la révolution prolétarienne et élimine la révolution prolétarienne."

Le second argument est que le trotskysme est "opposé à la dictature du prolétariat." La raison en est que "Trotsky affirmait de façon calomnieuse que le pouvoir d'Etat de la dictature du prolétariat se trouvait entre les mains des bureaucrates, que le régime avait dégénéré, et que cette dégénérescence n'avait pas encore touché l'institution de la propriété nationalisée. Il décrivit ainsi de façon calomnieu-

se l'Etat de la dictature du prolétariat comme un Etat ouvrier dégénéré." Afin de justifier la défense de Staline par le PC Chinois, les maoïstes de Hong Kong sont obligés, en l'absence d'arguments théoriques, de simplement affirmer que le trotskysme est "anti-marxiste."

(2) La seconde accusation est que le trotskysme a "scissionné l'unité du Parti et saboté l'organisation du Parti." Trotsky est accusé d'avoir organisé des regroupements fractionnels au sein du Parti, entraînant "l'affaiblissement de la force du Parti." De plus, sous la couverture d'anti-bureaucratisme au sein du Parti, "le trotskysme s'est opposé à l'appareil du Parti et a affaibli sa direction." Il "flatta également la jeunesse et les étudiants, expliquant que les étudiants étaient très sensibles à la bureaucratisation du Parti." Ceci s'opposait à l'orientation du Parti "qui était une ligne de classe basée sur les éléments prolétariens." Finalement, "Trotsky ne faisait pas confiance aux dirigeants du bolchévisme; il fit tout son possible pour nuire à leur réputation et miner leur autorité et leur prestige."

(3) Le troisième trait du trotskysme découle des "activités conspiratrices et contre-révolutionnaires de Trotsky." Là, les maoïstes de Hong Kong répètent toutes les accusations montées de toutes pièces contre Trotsky et le mouvement trotskyste par les stalinien. Naturellement la IVème Internationale est également soumise à leurs attaques. Les maoïstes de Hong Kong expliquent sans honte que "la IVème Internationale qui regroupe une bande de renégats du prolétariat, est devenue une organisation internationale de bandits et d'espions opposée à la révolution prolétarienne."

Après avoir affirmé que la IVème Internationale n'était rien d'autre qu'une "organisation d'espionnage contre-révolutionnaire au service de l'impérialisme," les maoïstes de Hong Kong continuent en affirmant : "en essence, les trotskystes sont des agents secrets envoyés par l'impérialisme dans le camp des révolutionnaires." Dans un article de plus de 20.000 mots, les maoïstes, ayant peut-être conscience de l'absurdité de leurs attaques "idéologiques" ne consacrent que quelques lignes au mouvement trotskyste actuel.

Un exemple : "Au cours de la révolution française de Mai 1968, les jeunes regroupés derrière les drapeaux de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires, du Parti Communiste Internationaliste, de l'Organisation Communiste Internationaliste et de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire étaient des groupes organisés par les trotskystes. Ces organisations se sont toujours opposées à l'organisation révolutionnaire marxiste-léniniste. Ils ont même mis en avant le mot d'ordre 'socialisme mondial'. Souvent ils faisaient des discours super radicaux afin d'éliminer la révolution en réalité..."

"Anti-chinois, anti-communiste et anti-révolutionnaire"

Ayant dénoncé la nature "contre-révolutionnaire du trotskysme" les maoïstes se sentent prêts à ouvrir le feu contre le mouvement trotskyste de Hong Kong.

Leur première salve est un article intitulé : "Les trotskystes sont une poignée d'éléments anti-chinois, anti-communistes et anti-révolutionnaires." Il commence ainsi : "Les trotskystes de Hong Kong se déguisent en marxistes et en révolutionnaires. Ils s'ap-

pellent la "nouvelle gauche" alors qu'ils sont en fait une poignée d'éléments anti-chinois, anti-communistes et anti-révolutionnaires. Ils sont en fait ultradroitiers. Il suffit de voir comment ils calomnient notre grand dirigeant le Président Mao et comment ils calomnient et attaquent notre grande patrie socialiste pour découvrir leur horrible visage contre-révolutionnaire." On peut résumer ainsi les principales accusations :

(1) Les trotskystes de Hong Kong sont accusés d'attaquer perfidement la dictature du prolétariat en Chine. Cette attaque est basée sur un article publié par la October Review, un mensuel trotskyste. Les maoïstes citent un extrait d'un article de cette revue critiquant la politique de la direction de Pékin : "La dictature du prolétariat est en fait une dictature imposée au prolétariat, ce 'socialisme' est en fait une insulte au socialisme." Ce qui est intéressant à voir c'est que les maoïstes sont incapables de défendre la bureaucratie chinoise avec des arguments politiques concrets. Ils ne peuvent que faire recours à des citations de Mao !

(2) Les trotskystes de Hong Kong sont également accusés d' "attaquer la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et la campagne anti-Lin anti-Confucius en Chine." Les trotskystes dirigent leur fer de lance contre la direction du Parti, espérant vainement que nous allons accorder la 'démocratie' et la 'liberté' à ces contre-révolutionnaires afin de leur faciliter la tâche de renversement de la dictature du prolétariat, en s'appuyant sur un mouvement visant à la restauration du capitalisme." Une fois de plus ceci est "illustré" par une citation du Président Mao : "Notre grand dirigeant le Président Mao nous enseigne : 'Le Parti Communiste Chinois est le noyau de direction de tout le peuple chinois. Sans ce tel noyau le socialisme ne pourra jamais triompher.' Il dit également 'Sans la direction du PCC, aucune révolution ne pourra triompher.' Dans tout mouvement révolutionnaire nous devons renforcer la direction et lutter pour la victoire. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et le mouvement anti-Lin anti-Confucius ont pour but de renforcer et de consolider la dictature du prolétariat."

(3) Il n'est pas surprenant de voir que les attaques de la October Review contre la politique extérieure de Mao entraînent une autre accusation de la part des maoïstes. Ils ne disent pas un mot sur la contre-révolution de 1965 en Indonésie, sur le JVP à Ceylan ou sur le Bangla Desh. Au contraire ils se vantent que "de par le monde, les peuples savent que la Chine soutient fermement les luttes révolutionnaires des peuples et des nations opprimés, que la Chine s'oppose fermement à l'impérialisme, au néo-colonialisme et à l'hégémonisme." Selon eux, le "véritable" but des trotskystes de Hong Kong est de "transformer la Chine en colonie du social-impérialisme soviétique."

Les critiques faites par les trotskystes à l'attitude passive de la Chine face à la révolution à Taiwan et la politique économique de Pékin à Hong Kong ne reçoivent comme réponse de la part des maoïstes que des falsifications et des calomnies, mais pas d'arguments politiques.

Le maoïsme en crise

Cette nouvelle attaque contre le trotskysme à Hong Kong est un signe de faiblesse plutôt que de force. L'absence d'un parti communiste maoïste dans la colonie britannique n'est pas un accident. Elle reflète, plus que tout autre chose, le fait que les maoïstes de Hong Kong -- et le gouvernement de Pékin -- ne veulent pas lancer une lutte révolutionnaire résolue contre la domi-

nation coloniale britannique et contre la bourgeoisie de Hong Kong.

L'orientation politique des maoïstes dans les luttes ouvrières et la radicalisation jeune est profondément marquée par la collaboration de classe. Leur zigzag ultra-gauche temporaire de 1967, qui entraîna des grèves et des luttes ouvrières massives, ne fut qu'un écart épisodique occasionné par la Grande Révolution Culturelle Proletarienne qui avait semé la confusion dans leurs rangs. De façon assez significative, cet épisode se termina par un compromis entre les colons britanniques et le gouvernement de Pékin.

Au cours des années 50 et des années 60, qui furent marquées par une relative stabilité économique, les maoïstes purent facilement cacher leur politique opportuniste dans le mouvement de masse. Ils se concentrèrent dans l'organisation des syndicats. Ils négligèrent la jeunesse. Ceci donna aux intellectuels libéraux une chance d'influencer les jeunes et les étudiants, ce qui, à son tour, retarda la radicalisation de la jeunesse (qui commença en 1969.) Mais face à la montée des explosions ouvrières spontanées déclenchées au cours des deux dernières années par la détérioration de l'économie et la baisse du niveau de vie, la nature opportuniste de la politique des maoïstes est apparue clairement. Les maoïstes essaient de faire front au changement de la situation objective en manoeuvrant pour contenir les explosions. Ils ont délibérément ignoré les luttes qui ont éclaté dans des secteurs non contrôlés par eux. L'effet objectif de cette passivité des maoïstes a été d'isoler ces luttes spontanées, ce qui a souvent amené à leur défaite. D'un autre côté, les maoïstes ne peuvent pas appliquer la même tactique aux luttes organisées par les ouvriers -- parmi lesquels on trouve de nombreux membres des syndicats sous contrôle maoïste. Dans ce cas, les maoïstes poussent simplement les ouvriers à négocier avec les patrons le plus rapidement possible et à arrêter les luttes mêmes quand leurs revendications ne sont qu'à moitié satisfaites. De cette façon les maoïstes essaient de limiter les luttes ouvrières à des revendications purement économiques. Le gouvernement colonial apprécie plus que jamais l'attitude coopératrice des maoïstes.

Dans le cas de la radicalisation de la jeunesse, qui s'est développée en dehors du cadre maoïste, ils appliquent une ligne réactionnaire moins sophistiquée. Conscients de leur incapacité de gagner toutes les

organisations d'avant-garde au sein du mouvement jeune, les maoïstes forment une alliance étroite avec les bureaucrates étudiants. Sous prétexte d' "étudier la Chine socialiste" et d' "étudier notre société", les maoïstes s'opposent à tout mouvement jeune radical. Leur logique est clairement la suivante : étudier la société coloniale signifie éviter de lutter contre elle.

Il n'est donc pas surprenant de voir que les maoïstes sont confrontés à une grave crise politique. Ils peuvent parfois réussir à contenir une grève, mais, à longue échéance, ils ne peuvent pas réussir à contenir le mécontentement du nombre croissant de chômeurs. En juillet dernier déjà, un groupe de militants étudiants a rompu avec la ligne maoïste officielle. Ils ont organisé le Progressive Youth Club (Club de la Jeunesse Progressiste) et leur premier tract contenait une critique de l'orientation maoïste dans le mouvement étudiant.

C'est dans cette situation que le mouvement marxiste-révolutionnaire, dirigé par le groupe autour du Daily Combating Bulletin, représente une menace importante pour les maoïstes de Hong Kong. Cela explique pourquoi ils ont déclenché une telle campagne hystérique contre le trotskysme. Depuis le meeting anti-inflation du 5 mai organisé par les trotskystes (voir INPRECOR N°1) et auquel 5.000 personnes participèrent, le mouvement trotskyste apparaît de plus en plus comme une alternative révolutionnaire. La Commission Ouvrière organisée et dirigée par le groupe du Daily Combating Bulletin attire de nombreux militants ouvriers par son orientation dans les grèves et par l'intermédiaire de son journal The Workers Movement (Le Mouvement Ouvrier). Le 16 et le 22 juillet derniers, le groupe du Daily a organisé avec succès des manifestations de solidarité avec les luttes de masse en Corée. Ceci a accentué l'opposition entre les partisans des maoïstes et les anti-maoïstes sur les campus.

La lutte entre le maoïsme et le trotskysme à Hong Kong ne fait que commencer. Ce n'est pas montrer trop d'optimisme que de prédire que les maoïstes, dont la seule arme est la calomnie, perdront finalement la bataille. Il n'est pas non plus ultra-optimiste de prédire que, grâce à son programme et sa pratique révolutionnaires le mouvement marxiste-révolutionnaire va se développer rapidement.

S.S. Wu



conférence de la jeunesse asiatique 1974

JAPON

Du 24 au 26 juillet 1974 s'est tenue à Tokyo une Conférence de la Jeunesse Asiatique ('74 Asian Youth Conference) à l'appel de trois organisations japonaises : un mouvement de solidarité envers les détenus politiques en Corée du Sud (Youth Congress For the Release of

Soh Brothers), le comité de rédaction de la revue militante féminine Women's News (Women's News Editorial Committee) et le Comité de solidarité Vietnam-Indochine (Vietnam-Indochina Solidarity Committee). La réunion de cette conférence répondait à un besoin



croissant de coordination des mouvements de lutte dirigés contre l'impérialisme japonais qui se développent tant au Japon lui-même que dans l'ensemble de la région, en Asie orientale.

Deux facteurs se combinent en effet aujourd'hui : une profonde crise économique et sociale du capitalisme japonais d'une part, et la naissance d'une résistance ouverte et massive à sa pénétration économique et politique en Asie du Sud-Est et de l'Est d'autre part. Une crise structurelle du capitalisme nippon est produite par l'épuisement des ressources internes qui ont permis sa croissance accélérée après la seconde guerre mondiale comme par la retombée sociale de cette croissance (voir à ce sujet l'interview de Y. Sakai, INPRECOR N°7.) Quant à la montée des luttes régionales contre l'impérialisme japonais, elle manifeste le contre-coup de l'échec de l'escalade militaire U.S. contre la révolution indochinoise et de la réorientation de la stratégie américaine qui en a découlé.

Les peuples d'Asie sentent confusément que ce revirement de la politique de Washington est une preuve de faiblesse essentielle. D'autant qu'elle place en porte à faux le réseau de régimes dictatoriaux avec lequel l'impérialisme américain assurait sa domination dans cette région du monde. La résistance prolongée des peuples vietnamiens, cambodgiens et laotiens aura permis de faire le pont entre la seconde vague de la révolution asiatique -- marquée par la naissance de la Corée du Nord, de la Chine Populaire, de la République Démocratique du Vietnam du Nord, mais aussi par la défaite en Malaisie, en Indonésie, aux Philippines et l'établissement de la dictature en Corée du Sud, ainsi qu'à Taïwan et en Thaïlande -- et l'actuelle remontée des luttes de classes.

Les USA ne se sentent pas à même de remplir seuls le rôle de gendarme dans ces conditions. C'est pourquoi ils en appellent à la coexistence pacifique et acceptent d'en payer le prix : la réinsertion de la Chine dans la société politique mondiale. C'est pourquoi ils demandent au Japon de jouer un rôle contre-révolutionnaire régional accru. Mais, ce faisant, ils constituent un nouveau ferment de mobilisations et de centralisation des luttes anti-impérialistes.

L'impérialisme nippon est aujourd'hui le plus gros investisseur -- ou l'un des plus gros investisseurs -- dans les pays du sud-est et de l'est asiatique. Il est l'un des soutiens majeurs des dictatures locales. Et

les peuples d'Asie se souviennent de son intervention militaire dans les années 40. Il est une cible privilégiée des luttes actuelles. Le premier ministre japonais Tanaka en a fait la triste expérience lors de son voyage, en janvier 1974, en Asie du Sud-Est. A Bangkok (Thaïlande), Kuala Lumpur (Malaisie) et Djakarta (Indonésie), des manifestations l'accueillaient, manifestations qui tournaient carrément à l'émeute dans le dernier cas.

C'est dans ce cadre, marqué par une profonde convergence des objectifs de lutte, que la coordination des luttes anti-capitalistes au Japon avec les luttes anti-impérialistes en Asie est devenue une perspective prioritaire pour les militants marxistes-révolutionnaires. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier l'importance de cette première "Conférence de la Jeunesse Asiatique".

L'état inégal de dégénérescence sectaire d'une partie importante de l'extrême-gauche japonaise a interdit la participation à cette conférence de nombreuses organisations politiques nationales. Néanmoins des militants représentant un éventail remarquable de mouvements de luttes se développant aujourd'hui au Japon participèrent activement, à des titres divers, aux travaux de la Conférence. Un dirigeant de l'Association des Paysans de Sanrizuka y apporta son salut et appela à la préparation des luttes prévues pour le mois à venir contre l'ouverture du nouvel aéroport international de Tokyo (voir INPRECOR N°7). Des militants coréens (de la colonie d'un million d'immigrés permanents au Japon) et membres actifs d'organisations de masse contre la dictature de Park apportèrent une contribution décisive au déroulement des débats. Des militants du mouvement de libération Buraku expliquèrent le combat des "hors castes" japonais, véritables "intouchables" soumis, encore aujourd'hui, à une sévère discrimination.

Des mouvements syndicalistes radicaux participèrent à la Conférence, tel la tendance régionale de lutte de classes Roken de Sendai (Ville au Nord de Tokyo, voir INPRECOR N°7) et le 3ème Syndicat des chantiers navals Mitsubishi à Nagasaki -- sans compter des militants des mouvements anti-guerre ou de groupes anti-militaristes, de comités contre la pollution, etc..

Des représentants de deux organisations révolutionnaires de Hong Kong, un militant indien de la revue South Asian Marxist Review, un dirigeant du mouvement étudiant malais (arrivé malheureusement au lendemain de la Conférence proprement dite), des observateurs de France et des USA ont, de même, participé aux séances de travail et aux meetings qui ont suivi.

Le premier résultat de cette conférence, grâce aux nombreuses séances d'étude en Assemblées générales ou en Commissions, aura été de mieux préparer les militants japonais à la lutte contre leur propre impérialisme et au soutien aux autres mouvements asiatiques. Telle l'affirmation de la solidarité à l'égard de grèves dans le textile à Bangkok, branche qui, en Thaïlande est pour 80% aux mains des japonais et 20% sous contrôle taïwanais. Telle l'analyse de la surexploitation de la main d'œuvre féminine et l'exportation des industries les plus polluantes vers la Corée du Sud, la Thaïlande, la Malaisie, etc.. Telle la dénonciation de l'organisation à l'échelle de masse d'un "tourisme" très spécial au départ du Japon et visant à faire goûter la joie de la prostitution asiatique aux clients des grandes agences de voyage nippones. Dès la fin de la Conférence un meeting fut organisé à

Tokyo, où plus de 1.000 personnes participèrent, et une demi-douzaine de meetings suivirent en province.

Mais c'est la préparation de campagnes internationales pour la libération des prisonniers politiques dans cette région du monde qui a occupé l'essentiel des travaux de la Conférence. A commencer par la défense des militants menacés de mort ou emprisonnés à vie par la dictature sanglante du régime sud-coréen; tel le poète Kim Chi Ha, l'évêque Chi Hak Sun et les membres de la Fédération Nationale de la Jeunesse et des Etudiants Démocratiques (National Federation of Democratic Youth and Student). Au lendemain de la Conférence une délégation internationale s'est rendue à l'ambassade de Sud-Corée protégée par de nombreuses brigades anti-émeutes, pour exiger la libération immédiate des prisonniers politiques. Deux journées d'action ont par ailleurs été prévues, pour les 18 et 19 septembre pour poursuivre le mouvement. Le problème de la Corée du Sud n'est évidemment pas le seul. Et c'est la solidarité envers les prisonniers politiques de la région que la conférence veut organiser durant l'année à venir : de Malaisie et de Singapour, d'Indonésie et des Philippines, des Indes et de Sri Lanka, sans oublier les 200.000 prisonniers torturés dans les geôles de Thieu au Sud-Vietnam. A cet effet, la Conférence a décidé la création d'un Centre d'Information, à Tokyo, qui centralisera et diffusera dans un bulletin en langue anglaise, le maximum d'informations pour aider à l'animation des campagnes

au Japon, en Asie et si possible ailleurs dans le monde.

Mention spéciale fut faite de la poursuite de la lutte des trois peuples d'Indochine et de la nécessité de poursuivre l'action jusqu'à leur victoire finale.

Malgré l'objectif de cette Conférence de la Jeunesse Asiatique ne se limite pas à l'organisation de mouvements de solidarité -- comme cela fut le cas pour une autre conférence asiatique organisée peu avant par d'anciens militants du Beheiren, mouvement pacifiste de gauche japonais. Ces mouvements sont évidemment importants. Mais ils doivent fournir un premier cadre d'unité d'action à des mouvements de lutte et des courants révolutionnaires d'orientations diverses qui agissent aujourd'hui au Japon et à l'échelle régionale. Cadre d'unité d'action, ils doivent être aussi cadres de confrontation politique, de clarification des perspectives. Les prochains développements de la révolution asiatique réclameront, de la part des militants de cette région, une capacité accrue de compréhension, de coordination et de centralisation. C'est dès maintenant qu'il faut l'éprouver dans la pratique. Pour jeter les bases d'un véritable front unique de la jeunesse asiatique anti-impérialiste. C'est dans cette perspective qu'une deuxième conférence est prévue pour l'été prochain.

Pierre ROUSSET

publication d'une revue marxiste-révolutionnaire

Le premier numéro de Na Lewo (A Gauche), revue marxiste-révolutionnaire en langue polonaise vient de paraître (1). Le nom du bulletin est une référence à celui du courant révolutionnaire du communisme polonais des années 30, courant qui était lié à l'opposition de gauche internationale (ses représentants les plus connus étaient I. Deutscher et A. Stawar.)

Le bulletin espère contribuer à la réhabilitation du marxisme comme théorie et comme pratique aux yeux des masses polonaises. Le "marxisme" est identifié à tort dans les pays dits "socialistes" avec l'idéologie des bureaucrates au pouvoir. Il faut donc expliquer dans notre bulletin l'abîme qui sépare la méthode de Marx, Lénine, Rosa Luxemburg et Trotsky, et la caricature du marxisme qui sert aux bureaucrates pour justifier leur domination.

L'information sur les mouvements de la gauche révolutionnaire en Occident, et sur l'opposition anti-bureaucratique dans les autres pays de l'Est peut aider à briser les sentiments d'isolement et d'impuissance des mouvements de contestation de ces pays.

Le bulletin est ouvert à tous ceux qui sont d'accord avec son orientation, mais aussi à ceux qui, tout en

étant en désaccord avec nous, comprennent l'importance de la création d'un terrain de discussion politique libre, sur la base d'une opposition de gauche anti-bureaucratique. Le principe, dans les polémiques qui peuvent se trouver dans le bulletin sera : Marcher séparément, frapper ensemble.

Dans le premier numéro de Na Lewo, on peut lire :

- La situation de la femme en Pologne
- Comment une science idéologique est-elle possible ?
- Le printemps de Lisbonne
- Les élections présidentielles en France
- Wladimir Bukowski : Déclaration d'un opposant
- Ernest Mandel : L'Archipel du Goulag

(1) On peut se procurer ce bulletin en écrivant à Société Internationale d'Edition, 10 Impasse Guéménée, 75004 -PARIS - France

front uni contre la répression



Quatre militants du Revolutionary Marxist Group (RMG - Groupe Marxiste-Révolutionnaire, section irlandaise de la IV^{ème} Internationale), un sympathisant du RMG et un militant de People's Democracy sont passés en procès, le 20 août dernier, sous l'accusation truquée de "conduite tumultueuse". Les 6 militants faisaient partie du service d'ordre d'une manifestation contre l'internement le 11 août. Les arrestations -- et la tentative de faire de ces procès une démonstration politique -- font partie des mesures britanniques visant à intimider les organisateurs de protestations massives dans l'Irlande du Nord contre le maintien de l'internement des militants politiques. En fait ces arrestations furent précédées par une série de provocations durant la manifestation proprement dite.

La manifestation fut la plus importante action contre l'internement au cours du mois d'août; elle fut plus importante que la manifestation organisée par la Northern Ireland Civil Rights Association -- association des droits civiques d'Irlande du Nord, soutenue par l'IRA Officielle et le PC, C. -- et que celle organisée par l'IRA provisoire. Environ 2.000 personnes y participèrent. La manifestation partit de Anderstown et obligea l'armée britannique à fermer la principale autoroute menant à Belfast quand les manifestants essayèrent de traverser cette autoroute pour se rendre au camp de concentration de Long Kesh.

Les manifestants défilèrent pendant plusieurs kilomètres, malgré les attaques occasionnelles à coup de pierre par des éléments Loyalistes, éléments que les soldats britanniques présents en grand nombre laissèrent faire; la manifestation fut finalement arrêtée par une barricade de rue mise en place par la Royal Ulster Constabulary et appuyée par les troupes en uniforme de combat.

Après un meeting au cours duquel des orateurs du RMG soulignèrent la nécessité de l'unité pour lutter contre la répression, la manifestation fit demi-tour. Mais quand elle arriva à Anderstown, les soldats britanniques déclenchèrent une série de provocations.

La route était bloquée par un cordon de soldats en uniformes de combat. Ils tirèrent des balles de caoutchouc et un petit affrontement s'en suivit, au cours duquel les soldats saisirent deux membres du service d'ordre.

Le gros de la manifestation fut obligé d'aller se reformer dans une rue voisine. Mais au bout de cette rue elle dut de nouveau affronter des soldats du Black Watch, un régiment écossais de l'armée britannique, particulièrement réputé pour sa violence. Une heure après la dissolution de la manifestation 4 militants du RMG furent arrêtés par une patrouille mobile du Black Watch et emmenés à la caserne britannique de Fort Monagh à Anderstown, où ils furent détenus et interrogés durant 5 heures avant d'être transférés entre les mains de la Royal Ulster Constabulary et placés en détention provisoire.

Le lendemain, un militant du RMG passa en procès et fut condamné, sur la seule base d'un témoignage d'un membre du Black Watch, à six mois de prison, pour lesquels le sursis fut accordé "à contre-cœur" par le juge. Les autres militants restèrent en détention provisoire. Au cours de la procédure de mise en liberté sous caution, le juge tenta de faire jouer les "implications politiques" de l'affaire, expliquant que les accusés étaient tous liés par leurs "idées marxistes et léninistes". Il expliqua qu'ils n'étaient pas membres du service d'ordre, mais bien les organisateurs de la manifestation. Un militant anglais du RMG fut dénoncé comme "agitateur étranger."

Cependant, au Tribunal, le témoignage donné par des soldats britanniques apparut tellement frauduleux que les accusations contre deux militants furent levées; deux autres militants furent condamnés à deux mois avec sursis.

Ces incidents soulignent la nécessité de l'unité d'ac-

tion entre les forces anti-impérialistes pour défendre les militants et toute la population anti-unioniste. Le rythme de la répression va sans aucun doute s'accélérer avec le développement des compromis avec les Loyalistes. On peut s'attendre à sa généralisation à toute la classe ouvrière anti-unioniste. La seule riposte efficace est l'unité d'action des organisations anti-impérialistes.

ITALIE

conférence ouvrière des gcr

Début juillet, les Gruppi Comunisti Rivoluzionari, section italienne de la IVème Internationale, ont organisé à Turin une Conférence ouvrière à laquelle ont participé environ 150 ouvriers militants et sympathisants de l'organisation trotskyste italienne.

Environ la moitié des travailleurs -- venus de 18 villes -- étaient des ouvriers de l'industrie. Il y avait entre autres des ouvriers de la FIAT, de LAN-CIA, Face Standard, Honeywell, Kelvinator, Imperial Italsider, Italcantieri, Pignone, Petrochimico de Marghera, Idra, Mamoli, Michelin, Alfasud, Kodak.

Environ 70% des participants étaient militants des GCR et 30% sympathisants. Des délégations du Front Communiste Révolutionnaire (France), de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse) et de l'International Marxist Group (Grande Bretagne) ont participé aux travaux de la Conférence.

Le but fondamental de cette Conférence était de préciser le cadre politique dans lequel les luttes de la

reentrée se dérouleront, et de déterminer des perspectives claires d'intervention dans ces luttes pour les ouvriers marxistes révolutionnaires.

A côté des débats et discussions en Assemblée générale, la Conférence a travaillé en commissions sur les deux problèmes fondamentaux auxquels sont confrontés les travailleurs dans la situation actuelle, l'inflation et le chômage.

Les analyses et perspectives élaborées au cours de cette Conférence sont reprises en partie dans la résolution politique des GCR que nous publions dans ce numéro d'INPRECOR.

Malgré la force encore limitée de l'organisation marxiste révolutionnaire italienne, cette Conférence a témoigné des progrès importants d'implantation dans les usines réalisés par les GCR au cours de l'année passée et a permis de mieux préparer les ouvriers marxistes révolutionnaires à intervenir dans les affrontements qui s'annoncent pour cet automne.

REVUE
QUATRIEME
INTERNATIONALE



THESES ET
RESOLUTIONS
DU Xème CONGRES
MONDIAL
DE LA IVème
INTERNATIONALE

NUMERO SPECIAL 16/17, 112 pages

- la situation politique internationale
- la situation des partis révolutionnaires dans l'Europe capitaliste
- Amérique Latine : Argentine, Bolivie
- La lutte armée en Amérique Latine
- Statuts de la IVème Internationale

NUMERO 18 (octobre)

- Rapports et documents de la Conférence internationale ouvrière de la IVème Internationale :
- l'Inflation, Ernest Mandel
- les libertés syndicales
- l'expérience des luttes italiennes, Livio Maitan
- Les travailleurs immigrés en Europe, Charles André Udry

Pour se procurer cette revue, écrire à
Société Internationale d'Édition
10, Impasse Guéménée, 75004 PARIS